



MWANGAZA ACTION
Ressources pour les Communautés



RAPPORT ANNUEL 2019

MARS 2020

TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS	5
INTRODUCTION	6
RESUME DU RAPPORT	7
ZONE D'INTERVENTION	8
PERSONNEL DE LA STRUCTURE EN 2019	9
PREMIERE PARTIE : REALISATIONS PHYSIQUES.....	10
I.CONSENSUS COMMUNAUTAIRE POUR METTRE FIN AU MARIAGE D'ENFANTS, À L'EXCISION ET AUX VIOLENCES FAITES AUX ENFANTS DANS LES RÉGIONS DE L'EST ET DU CENTRE OUEST	12
I.1. BRÈVE PRÉSENTATION DU PROGRAMME	12
I.2. PRÉVISION DE L'ANNÉE.....	12
I.3. RÉALISATION DES ACTIVITES PLANIFIEES	13
I.3.1. Les activités de démarrage	13
I.3.2. Réalisation des causeries éducatives dans les clubs.....	13
I.3.2. Réalisation des causeries éducatives avec la communauté.....	14
I.3.3. Réalisation des séances de plaidoyers avec les leaders.....	14
I.3.4. Réalisation des VAD auprès des parents des filles de 0 à 9 ans.....	14
I.3.5. Établissement des actes de naissance	14
I.3.7. Formations des imams sur le guide de prêche	15
I.3.8. La sensibilisation à travers l'audience foraine	15
I.3.9. Les déclarations publiques d'abandon.....	15
I.3.10. Suivi des activités	16
I. 4. PRINCIPALES REALISATIONS	17
II.LUTTE CONTRE LES MUTILATIONS GÉNITALES FEMININES ET PROMOTION DE LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE	18
II.1. Brève description de l'état d'avancement du projet.....	18
II.2. Prevision de l'année	18
II.3. RÉALISATION DES ACTIVITES PLANIFIEES	19
Les activités ont réalisé conformément au planning de mis en œuvre.	19
II.3.1 Atelier d'élaboration/adaptation des modules de formation et guides d'animation	19
II.3.2 Orientation de l'équipe sur le projet	19
II.3.3 Lancement du projet.....	19
II.3.4 Atelier de formation des animateurs sur les Mutilations Génitales Féminine et sur la Santé Sexuelle et Reproductive et Planification Familiale (MGF – SSR/PF)	20
II.3.5 Assemblées villageoises d'information et d'orientation.....	20
II.3.6 Séances éducatives en petits groupes	21
II.3.7 Reproduction des outils de communication (boîtes à images).....	22
II.3.8 Rencontre de négociation avec les autorités sanitaires (DRS, équipe cadre de district).....	22
II.3.9 Rencontre de négociation avec les autorités de l'action sociale	22
II.3.10 Formation des agents de santé sur MGF/E.....	23
II.3.11 Atelier d'élaboration des outils de collecte de données MGF/E avec les agents de l'action sociale.....	23
II.3.12 Suivi/évaluation	23
II.4. PRINCIPALES REALISATIONS.....	24

III.PROMOTION DE LA RÉPRESSION DES VIOLENCES À L'ÉGARD DES FEMMES ET DES FILLES DANS LES DISTRICTS SANITAIRES DE POUYTENGA, KROUPÉLA ET TENKODOGO	25
III.1 Brève présentation du projet	25
III.2 Prévision de l'année.....	25
III.3. RÉALISATION DES ACTIVITES PLANIFIEES	25
III.3.1 Participation à la réunion de cadrage	25
III.3.2 Rédaction de la stratégie et du plan de communication	26
III.3.3 Rencontre d'analyse de la stratégie et du plan de communication.....	26
III.3.4 Préparation du démarrage de la phase terrain.....	26
III.3.5 Organiser des sorties d'information et d'échange auprès des partenaires des services techniques déconcentrés de la santé, l'action sociale et les autorités administratives.....	26
III.3.6 Animer des théâtres interactifs sur les VBG/VEFF dans les chefs-lieux de communes	27
III.3.7 Animer des conférences-débats sur la SDRS et les VBG/VEF dans les structures d'enseignement (université, lycées et collèges)	27
III.3.8 Réaliser d'animations grand-public à travers des stands d'exposition/animation à l'occasion du 11 décembre 2019	28
III.3.9 Organiser une session de renforcement des capacités des femmes leaders issues des associations locales / groupements féminins sur les thématiques de la SDRS, VBG/VEFF et techniques de sensibilisation..	28
III.4. PRINCIPALES REALISATIONS	28
IV.BÂTIR DES PONTS ENTRE L'AFRIQUE ET L'EUROPE POUR METTRE FIN AUX MGF, DONT L'ACTIVITÉ « FILMER LE PONT »	29
IV.1 Brève présentation du projet	29
IV.2 Prévisions de l'année.....	29
IV.3 Réalisations.....	29
IV.3.1 Participation à l'atelier de formation au Sénégal	29
IV.3.2 Identification des zones d'intervention	30
IV.3.3 Doublage de la vidéo	30
IV.4. PRINCIPALES REALISATIONS.....	30
I.ECOLE DE MARIS ET DE FUTURS ÉPOUX	32
i.1. Brève présentation du projet	32
i.2. Prévision de l'année	32
i.3. Réalisation de l'année.....	33
I.3.1 Formation des agents de santé sur les différentes thématiques (SR, genre, droit, compétences de vie)	33
I.3.2 L'animation des espaces sûrs.....	33
I.3.3 La réalisation des activités grand-public.....	33
I.3.4 L'appui à l'élaboration des plans d'action des clubs des maris	34
I.3.5 Rencontres communautaires de bilan et de partage.....	34
I.3.6 Équipement des écoles / clubs des maris et des futurs époux	34
I.3.7 Appuyer la mise en place d'AGR en soutien et à la pérennisation des acquis.....	35
I.3.8 Formation des mentors.....	35
I.3.9 Appui à la documentation et capitalisation du sous projet	35
I.3.10 Production et reproduction de document de capitalisation.....	35
I.3.11 Acquisition de matériel informatique	35
I.3.12 Le lancement du projet.....	36
I.3.13 La formation des animateurs	36
I.3.14 Animations des séances avec les épouses des membres des clubs.....	37
I.3.15 Les cérémonies de certification des maris modèles	37
I.3.16 Suivi – évaluation	37
III.4. PRINCIPALES REALISATIONS.....	38

I.RESILIENCE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU SAHEL (REGIS)/PROJET DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU SAHEL (REGIS/ER).....	41
i.1. Brève présentation du projet	41
i.2. Prévisions de l'année	41
i.3. Réalisations de l'année	41
1.3.1 Première sortie	42
1.3.2 Seconde sortie.	42
1.3.3 Troisième sortie	42
1.3.4 Quatrième Sortie.....	42
I.4. PRINCIPALES REALISATIONS.....	42
I. . PROMOTION DE LA CULTURE DE LA PAIX ET DE LA COHESION SOCIALE DANS LA REGION DU SAHEL, BURKINA FASO	44
i.1. Brève présentation du projet	44
i.2. Prévisions de l'année	44
i.3. Réalisations de l'année	45
I.3.1 Recrutement des techniciens d'Appui aux Communautés.....	45
I.3.2 Identification des associations partenaires.....	45
I.3.3 Informer/ orienter les autorités administratives, les leaders communautaires et les populations sur le projet	46
I.3.4 Identifier les associations féminines dans les 11 communes des provinces du Seno, du Soum, de l'Oudalan et du Yagha	47
I.3.5 Élaborer et reproduire un guide de communication pour les leaders religieux et coutumiers sur la promotion de la culture de la paix et de médiation sociale pour la prévention de l'extrémisme violent	47
I.3.6 Former les staffs des associations partenaires sur le thème de la culture de la paix et la cohésion sociale et sur l'utilisation du guide	48
I.3.7 Former les leaders coutumiers, religieux et communautaires sur la culture de la paix, de la tolérance, de la médiation sociale et explications des activités du projet pour lesquelles ils sont sollicités	48
I.3.8 Identifier les initiatives et mécanismes de veille et de suivi de risques au niveau des leaders religieux et coutumiers, intégrant les jeunes et les femmes	49
I.3.8 Renforcer les capacités des leaders religieux et coutumiers, leaders d'associations de femmes et de jeunes en identification, veille et surveillance de risques liés à l'extrémisme violent et à la radicalisation.....	49
I.3.9 Organisation une campagne de communication de masse tenant compte des différentes cibles	49
I.3.10 Formation de 60 acteurs de la communication sur la culture de la paix	50
I.3.11 Formation de 300 noyaux relais sur la culture de la paix	50
I.3.12 Former les membres des groupements de femmes des zones d'intervention (provinces Oudalan, Seno, Soum, Yagha) sur l'éducation à la paix et la mise en place de mécanisme fonctionnel d'alerte et de veille pour protéger les jeunes générations et les communautés	50
I.3.13 Création et représentations de 10 pièces de théâtre forum dans les chefs-lieux de régions.....	50
I.3.14 Organiser une rencontre régionale de concertations des organisations féminines sur la mise en œuvre des activités	51
I.3.15 Créer un réseau de jeunes leaders contre l'extrémisme violent et la radicalisation dans le Sahel.....	51
I.4. PRINCIPALES REALISATIONS.....	51
DEUXIEME PARTIE : FLUX FINANCIERS.....	53
I. Situation des financements au cours de 2019	53
II. Tableau des revenus 2019	54
TROISIÈME PARTIE : CONTRAINTES/DIFFICULTES ET PERSPECTIVIES	57
CONCLUSIONS	58

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

AJDRB	Association des Jeunes pour le Développement de la Région de Bittou
AJDL	Association des Jeunes du Département de Léo
CCSC	Communication pour le Changement Social et de Comportement
CLC	Cellule Locale de Communication
CNIB	Carte Nationale d'Identité Burkinabé
CSPS	Centre de Santé et de Promotion Sociale
CVD	Conseiller villageois de Développement
FACOM	Facilitateur Communautaire
IST	Infection Sexuellement Transmissible
MGF	Mutilations Génitales Féminines
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
OSC	Organisation de la Société Civile
PE	Pair Educateur
PTN	Pratique Traditionnelle Néfaste
RC	Rencontre Communautaire
REGIS-ER	Sécurité Alimentaire et Renforcement de la Résilience au Sahel
SIDA	Syndrome de l'Immuno Déficience Acquise
SMN	Santé Maternelle et Néonatale
SR	Santé de la Reproduction
SSR	Santé Sexuelle et de la reproduction
TAC	Technicien d'Appui aux Communautés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USA	United States of America
USAID	United States Agency for International Development
VAD	Visite À Domicile
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

INTRODUCTION

Le présent rapport rend compte de l'exécution des activités de l'année 2019 de l'ONG Mwangaza Action. Durant les douze mois de l'année (01 janvier au 31 décembre 2019), les activités ont été menées à travers le plan d'action annuel de chaque programme/projet dans les différentes zones d'intervention avec l'accompagnement technique et financier des différents bailleurs de Fonds.

Le rapport s'articule autour de trois grandes parties qui sont :

- Les réalisations physiques,
- Les flux financiers,
- Les contraintes/difficultés et les perspectives.

Les détails des réalisations sont présentés dans les pages qui suivent.

RESUME DU RAPPORT

Au cours de l'année 2019, Mwangaza Action a mis en œuvre, à travers ses différents domaines d'intervention, sept (07) projets/programmes qui sont :

- **Dans le domaine de la Protection de l'Enfance et Lutte contre les Violences à l'égard des Femmes et des Filles**, deux (03) projets ont été mis en œuvre. Il s'agit du :
 - Programme « Consensus communautaire pour mettre fin au mariage d'enfants, à l'excision et aux violences faites aux enfants dans les régions de l'Est et du Centre - Ouest » ;
 - Projet « Lutte contre les mutilations génitales féminines et promotion de la santé sexuelle et reproductive dans la province du Mouhoun »
 - Promotion de la répression des violences à l'égard des femmes et des filles dans les districts sanitaires de Pouytenga, Koupéla et Tenkodogo
 - Bâtir des ponts entre l'Afrique et l'Europe pour mettre fin aux MGF, dont l'activité « Filmer le pont »

- **Dans le domaine des IST-VIH/SIDA, Santé Sexuelle et de la Reproduction**, un (01) projet ont été mis en œuvre, il s'agit du :
 - Le sous projet « école de maris et de futurs époux » ;

- **Dans le domaine de la Nutrition, Santé Maternelle et Infantile**, un (01) projet a été mis en œuvre ; il s'agit du :
 - Programme pour la résilience et la croissance économique au sahel/projet de sécurité alimentaire et de renforcement de la résilience au sahel (REGIS-ER).

- **Programme d'urgence**, un (01) projet a été mis en œuvre ; il s'agit :
 - Promotion de la culture de la paix et de la cohésion sociale dans la région du Sahel, Burkina Faso.

ZONE D'INTERVENTION

Pour cette année 2019, Mwangaza Action a intervenu dans sept (07) régions du Burkina Faso (Est, Centre-Ouest, Sahel, Nord, Haut-Bassin, Boucle du Mouhoun, Centre-Nord) et dans quatre (04) régions du Niger (Maradi, Zinder, Tillabéry Nord et Tillabéry Sud).

PERSONNEL DE LA STRUCTURE EN 2019

Niveaux		Nombre	Situation	Personnel
Central	Direction de Mwangaza Action	12	Permanents	1 Coordonnateur 2 Chargés de programmes 1 Chargé de suivi-évaluation 2 Assistants de programmes 1 Chargée des finances 1 Assistante comptable 1 Assistante administrative 1 Chauffeur/ mécanicien 2 Gardiens
Terrain	Coach Projet (CP)	03	Temporaires	1 à Dori 1 à Balleyara/Niger
	COACH Personne Ressource Locale (PRL)/ CLD-CVD	03	Temporaires	1 à Dori 2 à Fada
	Chef d'équipe	02	Temporaires	1 à Bogandé 1 à Léo
	Superviseur	10	Temporaires	1 superviseur à Yako 1 superviseur à Houndé 1 superviseur à Gorom 4 superviseurs à Bogandé 2 superviseurs à Léo 1 superviseur à Dédougou
	Secrétaire comptable	03	Temporaires	1 secrétaire comptable à Dédougou 1 secrétaire comptable à Bogandé 1 secrétaire comptable à Léo
	Chauffeur	02	Temporaires	1 chauffeur à Bogandé 1 chauffeur à Dori
	Animateurs	55	Temporaires	28 animateurs à Bogandé 17 animateurs à Léo 10 animateurs à Dédougou
	Technicien d'appui aux communautés (TAC)	06	Temporaires	4 TAC à Dori 1 TAC à Bogandé 1 TAC à Léo
	Gardiens	05	Temporaires	2 gardiens à Bogandé 2 gardiens à Léo 1 gardien à Dori 2 gardien à Dédougou
		Nombre total de personnel (permanents + temporaires y compris le responsable ou patron) : 102 Dont 12 personnels permanents Et 90 personnels temporaires Nombre de nationaux : 100 Nombre d'expatriés : 00 Nombre de stagiaire : 00		

PREMIERE PARTIE : REALISATIONS PHYSIQUES

Cette première partie est consacrée aux différentes réalisations de l'année 2019 par domaine d'intervention. Les domaines d'intervention actuelle de Mwangaza Action sont :

- Protection de l'Enfance et Lutte contre les Violences à l'égard des Femmes et des Filles ;
- IST-VIH/SIDA, Santé Sexuelle et de la Reproduction ;
- Nutrition, Santé Maternelle et Infantile ;
- Programme d'urgence.

***PROTECTION DE L'ENFANCE ET LUTTE
CONTRE LES VIOLENCES A L'EGARD DES
FEMMES ET DES FILLES***

- ✓ *Consensus communautaire pour mettre fin au mariage d'enfants, à l'excision et aux violences faites aux enfants dans les régions de l'Est et du Centre-Ouest*
- ✓ *Lutte contre les mutilations génitales féminines et promotion de la santé sexuelle et reproductive dans la province du Mouhoun*
- ✓ *Promotion de la répression des violences à l'égard des femmes et des filles dans les districts sanitaires de Pouytenga, Koupéla et Tenkodogo*

I. CONSENSUS COMMUNAUTAIRE POUR METTRE FIN AU MARIAGE D'ENFANTS, À L'EXCISION ET AUX VIOLENCES FAITES AUX ENFANTS DANS LES RÉGIONS DE L'EST ET DU CENTRE OUEST

I.1. BRÈVE PRÉSENTATION DU PROGRAMME

MWANGAZA ACTION en collaboration avec son partenaire financier UNICEF, met en œuvre un programme intitulé « Consensus communautaire pour mettre fin au mariage d'enfants, à l'excision et aux violences faites aux enfants dans les régions de l'Est et du Centre - Ouest ». Pour cette année 2019, le projet a quitté la région du Sahel pour s'entendre dans la région du Centre Ouest. Il couvre 250 villages de la province de la Gnagna dans la région de l'Est et 150 villages de la province de la Sissili dans la région du Centre Ouest. Il a pour objectif général de contribuer à la promotion et à la protection des droits des enfants. Il vise à renforcer les compétences de vie courante des populations, à créer des normes sociales positives afin de contribuer à promouvoir la protection des enfants et à accélérer l'abandon du mariage des enfants, de l'excision et des violences faites aux enfants dans ses zones d'intervention.

I.2. PRÉVISION DE L'ANNÉE

Des activités de démarrage, on note :

- Organiser des contacts informels dans les villages avec les leaders communautaires ;
- Organiser des rencontres avec les leaders dans les villages ;
- Organiser des assemblées communautaires ;
- Recenser les enfants (filles et garçons) adolescents de 0 à 19 ans dans tous les villages bénéficiaires du projet.

Et par la suite des activités de sensibilisation.

- Réaliser des causeries éducatives dans les clubs,
- Réaliser des causeries éducatives avec la communauté,
- Réaliser des séances de plaidoyers avec les leaders,
- Réaliser des VAD auprès des parents des filles de 0 à 9 ans,
- Établir des actes de naissance,
- Former les imams sur le guide de prêche,
- Organiser des audiences foraines,
- Organiser des déclarations publiques d'abandon,
- Faire le suivi des activités.

I.3. RÉALISATION DES ACTIVITES PLANIFIEES

Les activités planifiées ont été mise en œuvre conformément au planning du programme.

I.3.1. Les activités de démarrage

Les activités de démarrage ont été mise en œuvre dans les deux régions, le tableau suivant fait le point de ces activités.

Tableau 1 : Récapitulatif des activités de démarrage

N°	Activités planifiées	Centre-Ouest	Est
01	Contacts informels	1023 leaders communautaires et responsables des services techniques	1510 leaders, dont 1316 Hommes et 194 Femmes
02	Rencontres avec les leaders	149 rencontres, 1206 leaders soit 1042 hommes et 164 femmes	250 rencontres, 1811 personnes dont 1503 Hommes et 308 Femmes.
03	Assemblées communautaires	153 assemblées, 20257 personnes y ont pris part dont 6104 hommes, 6485 femmes, 848 leaders hommes, 233 femmes leaders, 3452 filles et 3135 garçons	250 AG réalisées, 33 082 personnes touchées, dont 10 104 hommes, 13 405 femmes, 1 487 hommes leaders, 348 femmes leaders, 3 761 adolescents et 3 971 adolescentes
04	Recensement des enfants de 0 à 19 ans.	24 000 dont 6000 filles de 0 à 9 ans, 9000 adolescentes de 10 à 19 et 9000 adolescents de 10 à 19 ans	40 140 dont 10 000 filles de 0 à 9 ans 15 140 adolescentes de 10 à 19 ans 15 000 adolescents de 10 à 19 ans

I.3.2. Réalisation des causeries éducatives dans les clubs

Cette activité a concerné les filles et les garçons de 10 à 19 ans mis en club. Ces adolescents sont sensibilisés sur plusieurs thématiques telles que les méfaits de l'excision, du mariage d'enfants, l'estime de soi, l'affirmation de soi, les valeurs comment elles influencent notre comportement, les systèmes de la reproduction, la connaissance de soi, etc. Ces sensibilisations ont permis de renforcer leurs capacités en compétence de vie courante. Ce qui leur permet d'échanger avec leurs parents sur les prises de décisions les concernant.

Au cours de cette période, dans la région de l'Est, 2 880 causeries éducatives ont été réalisées, soit **1 450** pour les filles et **1 430** pour les garçons. On note **68 517** présences dont **35 603** pour les filles et **32 914** pour les garçons.

Dans la région du Centre- Ouest, les animations dans les clubs font état de **5 226** séances dont **2 649** au profit des adolescentes et **2 577** séances au profit des adolescents, avec une présence de **15 936** personnes dont **8 093** adolescentes et **7 843** adolescents.

1.3.2. Réalisation des causeries éducatives avec la communauté

Cette activité consiste à réunir les communautés des villages pour des séances de sensibilisation sur les méfaits de l'excision et du mariage d'enfants. Les thèmes discutés avec les populations sont le mariage d'enfants, l'excision, les violences faites aux enfants et l'enregistrement des naissances.

Dans la province de la Gnagna, **432** causeries éducatives ont été réalisées auprès de la communauté et à toucher **16 966** personnes dont **7 802** hommes et **9 164** femmes. À Léo, dans la province de la Sissili, 830 causeries ont été réalisées et **27 553** personnes touchées dont **13 839** hommes et **13 714** femmes.

1.3.3. Réalisation des séances de plaidoyers avec les leaders

Les plaidoyers avec les leaders à réunir les décideurs communautaires de chaque village pour des sessions de plaidoyer. Ces séances contribuent à éveiller leurs consciences et à activer leurs prises de décision pour accélérer l'abandon de ces pratiques.

Dans la province de la Gnagna, **28** plaidoyers sont réalisés ont touché **1 006** leaders (**790** hommes et **216** femmes). À Léo, **07** séances de plaidoyer ont été réalisées, avec la participation de **1 092** décideurs communautaires dont **903** hommes et **189** femmes Ces plaidoyers ont permis aux leaders de s'engager à respecter les droits des enfants et à orienter leurs communautés vers l'abandon des violences à l'égard des enfants.

1.3.4. Réalisation des VAD auprès des parents des filles de 0 à 9 ans

Les visites à domicile (VAD) ont consisté à visiter les familles des filles de 0 à 9 ans afin de s'enquérir de leur nouvelle. Ces visites ont permis de veiller sur la santé des fillettes, et leurs conditions de vie. Au total, **36 684** VAD ont été réalisées, **3 711** dans la province de la Gnagna et **32 973** dans la province de la Sissili auprès des mères, pères et tuteurs des enfants de 0 à 9. On constate qu'aucun cas de filles excisées ni promises au mariage n'a été signalé lors des visites à domicile.

1.3.5. Établissement des actes de naissance

Pour cette période 2019, le programme a permis d'enregistrer dans la province de la Gnagna **1 912** enfants dont **932** garçons et **980** filles. Sur les **1 912** demandeurs **489** actes ont été établis dont **270**

pour les garçons et **219** pour les filles. Dans la Sissili, **1 858** enfants dont **855** garçons et **973** filles sont enregistrés pour bénéficier les actes de naissance.

1.3.7. Formations des imams sur le guide de prêche

17 sessions de formation ont été organisées dans les deux régions de mise en œuvre du programme, **10** dans la province de la Sissili et **07** dans la province de la Gnagna. Toutes les sessions ont été assurées par les agents de l'Action sociale et placées sous la présidence des préfets. Au total **805** personnes ont été formées dont **673** imams, **49** catéchistes et **83** pasteurs venus dans **400** villages d'intervention ont pris activement part à ces formations. Les participants ont pris l'engagement de relayer toutes les informations et les connaissances reçues auprès de leurs pairs ou leurs communautés afin que nous puissions vaincre le mariage des mineurs. Aussi, au niveau de la Gnagna, les imams ont demandé de traduire le guide en arabe pour faciliter les prêches dans les mosquées.

À l'issu de ces formations les imams ont réalisé des prêches dans les mosquées. Cette formation des imams a permis. On totalise **80** prêches ont été réalisées dans la province de la Sissili. Ces prêches ont connu la participation de **7844** fidèles soit **3230** hommes, **2280** femmes, **1140** garçons et **1204** filles. Lors de ces prêches, quelques imams insistent sur le maintien des jeunes filles à l'école au détriment du mariage.

1.3.8. La sensibilisation à travers l'audience foraine

02 audiences foraine ont été réalisées, une à Manni dans la province de la Gnagna et l'autre à Léo dans la province de la Sissili. Pour Manni, elle a porté sur un cas d'excision ou six personnes ont été impliquées. En effet, une personne (1) coupable et (5) complices ont été jugés et condamnés par le tribunal de grande instance de Bogandé. Cette audience foraine a été publique et a connu la participation de 29 personnes dont 22 leaders venant des villages de Coalla et Manni soit 4 femmes, 18 hommes et 7 élèves (adolescentes en clubs).

Pour Léo, c'est sur un cas d'enlèvement de mineure à Cassou. À l'issu de l'audience, le coupable a été condamné à 9 mois de prison assortis de 6 mois avec sursis plus une amande d'un million de franc avec sursis. Le président avant de mettre un terme à la rencontre, a d'abord sensibilisé l'assistance sur les violences faites aux enfants et particulièrement le mariage des mineurs et les sanctions que peuvent courir les auteurs. Ces audiences ont connu la participation des autorités administratives et sécuritaires des zones d'intervention.

1.3.9. Les déclarations publiques d'abandon

Des déclarations publiées ont été organisées dans chacun des 400 villages d'intervention. Le but est d'avoir l'adhésion des communautés bénéficiaires du projet à l'idée d'abandon des mariages d'enfants et de l'excision entamer la préparation matérielle de la cérémonie de déclaration

publique. Dans la Gnagna, **227** villages sur les **250** ont pu réaliser cette déclaration avec une participation de **22 701** dont **11 419** Hommes et **11 282** Femmes. Les 23 villages n'ont pas pu se rassembler en raison du défi sécuritaire qui prévalait dans ces localités. Ces villages ont participé à la déclaration publique conjointe qui a eu lieu à Bogandé, chef-lieu de la province.

Dans la Sissili, les **150** villages ont pu faire leur déclaration, et ces déclarations ont touché, **8 569** personnes dont **852** leaders, **2 989** hommes, **2 698** femmes, **1 027** garçons et **1 003** filles. L'ensemble des 150 villages ont aussi pris part à la déclaration conjointe à Léo, chef-lieu de la province.

1.3.10. Suivi des activités

Le suivi des activités du programme a été réalisé à plusieurs niveaux ; à savoir, la supervision des animateurs par les superviseurs, la réalisation des réunions du comité de suivi, la tenue des rencontres bilans avec les agents du projet, le suivi des activités dans les villages ayant fait des déclarations publiques d'abandon du mariage d'enfants et de l'excision.

Des sorties de suivi et de supervision ont été organisées et ont permis aux superviseurs de suivre les animations dans les clubs, de superviser les animateurs afin de s'assurer de la bonne exécution des activités du programme.

Les réunions du comité de suivi ont permis d'abord aux membres de prendre connaissance du paquet d'activités qui seront déroulées durant la mise en œuvre du programme et de mieux connaître les stratégies de mise en œuvre et les principales activités qui sont réalisées. À l'issue de ces rencontres, des recommandations pour l'atteinte de l'objectif global dudit programme ont été formulées.

Pour valider les données des agents et faire le point des activités, des rencontres bilans avec les l'ensembles des agents du projet ont été tenues dans chaque zone.

Le suivi des activités dans les anciens villages a permis de vérifier si les engagements pris lors des différentes cérémonies de déclarations publiques sont respectés par l'ensemble des communautés.

I. 4. PRINCIPALES REALISATIONS

123 615 personnes dont **32 537** hommes et **61 078** femmes connaissent au moins une conséquence des MGF, du Me et des violences (dans la Sissili **28 422** hommes et **26 387** femmes, dans la Gnagna **34 115** hommes et **34 691** femmes)

400 villages sont bénéficiaires du projet (**250** dans la Gnagna et **150** dans la Sissili)

61 agents recrutés pour le programme (Bogandé : 28 animateurs, 4 superviseurs terrain, 02 gardiens, 01 chef d'équipe, 01 secrétaire comptable, 01 chauffeur et à Léo : 17 animateurs, 02 superviseurs terrain, 02 gardiens, 01 secrétaire comptable, 01 chef d'équipe, 01 chauffeur)

Dans la Sissili, **4 500** filles et **4 500** garçons ont été mis en club pour une 1^{ère} cohorte. Au cours de cette période **4 500** autres filles et **4 500** autres garçons ont été mis en club pour une 2^{ème} cohorte. Ils ont tous été renforcés pour réfuter le mariage d'enfants et l'excision

Dans la Gnagna, ce sont **15 000** filles et **15 000** garçons qui ont été mis en club dans une 1^{ère} cohorte et **15 300** filles, **15 000** garçons qui ont été mis en club dans une 2^{ème} cohorte

4 403 enfants ont pu avoir des actes déclaratifs de naissance dans les **400** villages, **1 903** dans la Sissili, **932** garçons, **980** filles et **2 500** dans la Gnagna, **1 227** garçons, **1273** filles

Mwangaza Action a pu recenser les enfants de 0 à 19 ans dans les provinces de la Gnagna qui se répartit comme suit : Filles 0-9 ans : **10 000**, Filles 10-19 ans : **15 300**, Garçons 10-19 ans : **15 000**

Mwangaza Action a pu recenser les enfants de 0 à 19 ans dans les provinces de la Sissili qui se répartit : Filles 0-9 ans : **7 159**, Filles 10-19ans : **9 000**, Garçons 10-19 ans : **9 000**

Les enfants à risque de violence ont été recensés dans les **400** villages soit 2 villages, leurs besoins ont été identifiés et la référence a été faite aux directions provinciales de l'action sociale de la Gnagna et de la Sissili pour la prise en charge.

400 villages ont fait des déclarations publiques d'abandon du mariage d'enfants, de l'excision et des violences faites aux enfants, **150** villages dans la Sissili et **250** villages dans la Gnagna

98% de villages qui enregistrent les mariages et les baptêmes dans des registres dédiés

II. LUTTE CONTRE LES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES ET PROMOTION DE LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

II.1. BREVE DESCRIPTION DE L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET

Le Projet de « lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF) et promotion de la santé sexuelle et reproductive (SSR) » est mis en œuvre dans 100 villages de la province du Mouhoun dans le cadre d'un partenariat entre Plan International Burkina Faso et MWANGAZA Action.

D'une durée de 3 ans, ce projet financé par l'agence autrichienne pour le développement et Plan International Autriche a pour but de contribuer à l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive et des droits connexes des femmes et des filles dans la région de la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso. Les activités seront principalement axées sur la communication pour le changement social et de comportement (CCSC) et la prise en charge médicale et psychosociale des filles/femmes victimes de l'excision. Les groupes cibles visés par le projet sont essentiellement, les femmes âgées de 15 à 49 ans, les hommes âgés de 15 à 49 ans, les jeunes garçons de 10 à 15 ans et les jeunes filles de 10 à 15 ans et les leaders d'opinions.

II.2. PREVISION DE L'ANNEE

La liste des activités réalisées au cours de la période se présente comme suit :

- Orientation de l'équipe sur le projet ;
- Lancement du projet ;
- Assemblées villageoises d'information et d'orientation ;
- Atelier d'élaboration/adaptation des modules de formation et guides d'animation ;
- Formation des agents du projet sur les Mutilations génitales féminines/Excision (MGF/E) ;
- Ateliers semestriels de bilan et de validation des données avec les agents du projet ;
- Rencontres semestrielles de bilan et de concertation avec les autorités techniques et administratives de la province du Mouhoun ;
- Atelier d'élaboration des outils de collecte de données pour le suivi des activités en matière de MGF/Excision dans la province du Mouhoun ;
- Séances éducatives avec les groupes cibles ;
- Reproduction des outils de communication (boîtes à images et affiches de sensibilisation) ;
- Formation des agents de santé sur les Mutilations génitales féminines/Excision (MGF/E) ;
- Suivi des activités.

II.3. RÉALISATION DES ACTIVITES PLANIFIEES

Les activités ont été réalisées conformément au planning de mise en œuvre.

II.3.1 Atelier d'élaboration/adaptation des modules de formation et guides d'animation

L'atelier d'élaboration/adaptations des modules de formation et guides d'animation a eu lieu à Dédougou dans la salle de réunion de la radio SALAKI du 08 au 11 avril 2019. L'atelier a réuni 15 personnes dont 04 de Mwangaza Action composé de 03 techniciens et le superviseur recruté et basé à Dédougou, 01 de Plan International Burkina Faso, 02 du District Sanitaire de Dédougou, 02 de la Direction Provinciale de la Femme, de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire, 01 de la Direction Régionale de la santé, 01 de la Direction Régionale de la Femme, de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire, 02 du secrétariat permanent du conseil national de lutte contre la pratique de l'excision (SP/CLNPE). Cette équipe technique a bénéficié de 04 personnels de soutien dont la secrétaire comptable du projet basée à Dédougou et 03 chauffeurs (Plan, Mwangaza Action et SP/CNLPE).

II.3.2 Orientation de l'équipe sur le projet

L'orientation de l'équipe a regroupé le personnel du projet, à savoir, le superviseur, la secrétaire comptable et les 10 animateurs. 02 techniciens de Mwangaza Action et 01 de plan International Burkina Faso ont animé la rencontre qui a permis de renforcer les connaissances et compétences des animateurs et superviseur afin de les rendre capables de conduire les activités de Mobilisation Communautaire sur le terrain.

II.3.3 Lancement du projet

Le lancement officiel du projet a eu lieu le 29 mars 2019 dans la salle de conférence de l'hôtel Bon Séjour à Dédougou. Ont pris part au lancement du projet, le Haut-commissariat qui était le modérateur de l'activité, les 07 préfets des départements, 02 techniciens de Mwangaza Action, 03 techniciens et 01 Directeur de programme de Plan International Burkina Faso, 01 représentant de la Coopération Autrichienne de Développement, 02 techniciens du SP/CNLPE, le Directeur Régional de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire (DR/FSNFAH), la Directrice provinciale de la FSNFAH, le procureur de Tribunal de Grande Instance de Dédougou, 01 représentant de la Direction régionale de la santé, 01 représentant de l'équipe cadre du district sanitaire de Dédougou, 17 agents de santé des CSPS, le médecin chef du centre médicale de Safané, le commandant de la compagnie républicaine de sécurité, 01 représentant du conseil régional de la Boucle du Mouhoun, 01 représentant du Centre Hospitalier

Régional (CHR) du Mouhoun, l'adjoint au maire de Dédougou, 06 représentants des communes, 01 représentant des chefs coutumiers, 10 animateurs terrains, le superviseur, la secrétaire comptable et le protocole du Haut-commissaire. Au total, 69 personnes étaient présentes.

II.3.4 Atelier de formation des animateurs sur les Mutilations Génitales Féminine et sur la Santé Sexuelle et Reproductive et Planification Familiale (MGF – SSR/PF)

La formation a porté sur le guide d'animation des séances en petits groupe élaboré exclusivement pour la mise en œuvre du projet. Ce guide comprend 6 séances identiques pour les 4 groupes cibles et 2 autres séances différentes pour le groupe des adultes (hommes et femmes) et le groupe des jeunes (jeune fille et jeune garçon). Les différentes séances sont les suivantes :

- Séance N° 1 : organes génitaux de la femme et de l'homme,
- Séance N° 2 : les pratiques traditionnelles néfastes,
- Séance N° 3 : définition et fondements de la pratique de l'excision,
- Séance N° 4 : effets de la pratique de l'excision sur les organes génitaux,
- Séance N° 5 : conséquences de l'excision,
- Séance N° 6 : MGF et droits humains,
- Séance N° 7 : soins prénataux et accouchement,
- Séance N° 7-bis : cycle menstruel et gestion hygiénique des menstrues,
- Séance N° 8 : CPON et planification familiale,
- Séance N° 8-bis : contraception et gestion de la sexualité.

II.3.5 Assemblées villageoises d'information et d'orientation

Pour réaliser les assemblées villageoises d'informations et d'orientation, il a été réalisé des visites de courtoisie auprès des communes, des formations sanitaires et des villages. Ensuite des rencontres d'informations avec les leaders communautaires ont été réalisées. Chaque animateur dans sa grappe de villages (zone de couverture), est d'abord passé au niveau de la mairie, de la préfecture, des centres de santé, de la brigade territoriale de la gendarmerie, du commissariat de la police nationale de sa zone d'intervention pour se présenter et faire connaître ses villages d'intervention.

Par la suite dans chaque village, l'animateur a pris contact avec un leader du village pour fixer une rencontre avec l'ensemble des leaders/dirigeants communautaires du village. Ces rencontres ont concerné tous les leaders des villages (coutumiers, religieux, etc.) afin de leur donner des informations nécessaires sur le projet, tout en leur demandant leur adhésion/contribution pour sa mise en œuvre. Dans l'ensemble des **100** villages, toutes les rencontres d'information ont été tenues et ont touché **1.161** leaders communautaires dont **1.016** hommes et **145** femmes.

Avec l'appui de ces leaders communautaires, les animateurs ont conduit des assemblées villageoises réunissant en un seul endroit les hommes, les femmes, les jeunes (filles et garçons) du village pour leur donner des informations sur le projet et recueillir leur adhésion. Ces assemblées ont été également une occasion pour l'organisation du recensement des premiers volontaires pour être membres des petits groupes de discussion. Au total, **100** assemblées villageoises ont été réalisées et ont touché, **22.005** personnes dont 6.834 hommes, **9.633** femmes, **2.875** jeunes garçons et **2.663** jeunes filles.

II.3.6 Séances éducatives en petits groupes

Dans chaque village, quatre (04) groupes de discussion sont mis en place, Il s'agit notamment des groupes de filles (10 par groupe), de femmes (25 par groupe), de garçons (15 par groupe) et d'hommes (20 par groupe). À l'issue du recensement nous avons eu au total, **6.940** personnes enregistrées dont **2.475** femmes de 15 à 49 ans, **1.996** hommes de 15 à 49 ans, **992** jeunes filles de 10 à 15 ans et **1.477** jeunes garçons de 10 à 15 ans.

Au total, **1.000** séances ont été réalisées, **356** séances avec les femmes, **287** séances avec les hommes, **188** séances avec les filles et **169** séances avec les garçons. Sur une prévision de **3.200** séances (100 villages x 2 séances x 4 groupes x 4 mois), nous avons réalisé **1.000** séances ; soit un taux de réalisation de **31.25%**. Ce taux est assez faible mais compréhensible, au regard de la période de réalisation de ces activités. En effet dans les mois de juillet, août et septembre, période consacrée aux travaux champêtres et aussi marquée par de fortes pluies, il était très difficile pour les animateurs de mener les activités sur le terrain. Le tableau suivant fait le point des animations par mois et par groupe cible.

Tableau 2 : animation des séances par mois et par groupe cible

Mois	Nombre de séances avec les femmes	Nombre de séances avec les hommes	Nombre de séances avec les filles	Nombre de séances avec les garçons	Total
Juil-19	101	88	57	54	300
Août-19	48	37	19	17	121
Sept-19	72	56	40	36	204
Oct-19	135	106	72	62	375
TOTAUX	356	287	188	169	1.000

II.3.7 Reproduction des outils de communication (boîtes à images)

À l'aide des documents (guide d'animation en petite groupe et le module de formation sur la SSR/PF du ministère de la santé) et des boîtes à images du CNLPE et du ministère de la santé ; le projet a élaboré un guide d'animation des discussions en petits groupes et deux boîtes à images (01 sur les MGF/excision et 01 sur la SSR/PF) qui sont utilisés pour les animations avec les différents groupes cibles.

30 exemplaires de boîtes à images portant sur la santé sexuelle et reproductive et sur l'excision ont été produits et reproduits, dont 15 exemplaires pour SSR/PF et 15 pour l'excision. Pour la boîte à images excision, cela a été une reproduction de la boîte à images adoptée au niveau national par le SP/CNLPE. Pour la boîte à images sur la SSR/PF, elle a été d'abord conçue à l'aide d'images sélectionnées en concertation avec la Direction Régionale de la santé et le district sanitaire, avant d'être reproduite en 15 exemplaires pour les acteurs sur le terrain.

II.3.8 Rencontre de négociation avec les autorités sanitaires (DRS, équipe cadre de district)

Afin de faciliter l'intégration de la thématique MGF/E dans les prestations des services de santé et d'améliorer les services en SSR/PF, surtout pour les filles et femmes, et aussi de planifier la formation des agents de santé en MGF/E, 05 rencontres de concertation et de négociation ont été tenues avec les autorités sanitaires au niveau du CHR de Dédougou et au niveau du DS de Dédougou. Trois (03) rencontres au niveau du CHR pour faire le point de la signature de la convention de collaboration entre les partenaires pour les réparations de séquelles et deux (02) rencontres au niveau du DS pour le suivi de la signature de la convention et aussi pour l'organisation de la formation des agents de santé.

II.3.9 Rencontre de négociation avec les autorités de l'action sociale

Dans la zone du projet, les services de l'action sociale ne disposent pas d'un système bien établi pour l'identification des filles/femmes victimes de séquelles des MGF. En outre, il n'y a pas de dispositif officiel pour le suivi des femmes ayant bénéficié de la réparation des séquelles en vue d'un éventuel accompagnement psycho-social post-réparation. Aussi, pour faire le point des activités en cours et la signature de la convention de collaboration, 03 rencontres de concertation et négociations ont lieu dans la période de mai à octobre 2019.

II.3.10 Formation des agents de santé sur MGF/E

La première session a eu lieu du 24 au 25 octobre 2019 dans la salle de réunion du district sanitaire de Dédougou. Cette session a réuni en tout 41 participants(e)s, dont 36 agents de santé issus des 18 formations sanitaires couvertes par le projet, 05 agents des services sociaux communaux des communes couvertes par le projet. La formation a été assurée par 03 techniciens du district sanitaire de Dédougou et 03 techniciens de Mwangaza Action. Les formateurs ont bénéficié de l'appui de personnes ressources dont 01 techniciens de la Direction provinciale de la femme et 01 du Centre Hospitalier Régional de Dédougou. La formation a permis de renforcer la sensibilité des agents de santé vis-à-vis des méfaits des MGF/E, de les orienter sur la détection des cas des femmes victimes de séquelles de l'excision lors des prestations des services de santé, et la notification des cas de séquelles pour la réparation.

II.3.11 Atelier d'élaboration des outils de collecte de données MGF/E avec les agents de l'action sociale

Cet atelier a réuni des partenaires techniques que sont : 01 personnes de la Direction régionale de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire, 03 personnes de la Direction Provinciale de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire , 02 personnes du Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre la Pratique de l'Excision, 01 personne du District Sanitaire de Dédougou, 02 personnes du Centre Hospitalier Régionale de Dédougou (service sociale et service gynécologique), 04 agents sociaux des communes, 01 personne de la gendarmerie de Dédougou, 01 personne de la police nationale de Dédougou, 01 personne de l'association YENIMAHAN travaillant dans le domaine de l'excision, 02 membres de la Coordination de Mwangaza Action et 02 agents du projet. Au total, 20 personnes ont pris part à l'atelier. L'atelier a permis d'examiner les outils de collecte existants, d'intégrer les informations pertinentes aux outils existants et aussi de proposer d'autres outils.

II.3.12 Suivi/évaluation

Au cours de cette période, les activités de suivi au niveau de l'équipe centrale de Mwangaza Action ont concerné les visites de courtoisie auprès des autorités administratives et services techniques au niveau de la province et au niveau des communes, des visites de suivi sur le terrain, une rencontre de bilan avec les agents de projet et une rencontre bilan avec les autorités et services technique de la zone du projet. Aussi, le superviseur du projet basé à Dédougou a aussi effectué des sorties terrain pour suivre les activités des animateurs.

Des sorties terrain ont été effectuées pour suivre les animations avec les différentes cibles dans les villages et aussi de rendre visite aux autorités locales dans les communes. Lors des visites des

autorités, nous les avons remerciés pour leur accompagnement et aussi solliciter leur pleine adhésion dans la mise en œuvre des activités du projet. Des sorties terrain, on retient la ponctualité des animateurs, la participation active de la population, l'intérêt accordé par les cibles aux thématiques du projet.

La première rencontre semestrielle de bilan et de validation des données avec les agents de projet s'est tenue du 13 au 14 mai 2019 dans la salle de réunion du bureau du projet à Dédougou. Les dix (10) animateurs recrutés par Mwangaza Action, le Superviseur Terrain, le représentant du Plan International du Burkina Faso et 02 staffs de la coordination de Mwangaza Action ont pris part à la rencontre. Chaque animateur a fait son bilan qui concernait les activités déjà réalisées.

La première rencontre semestrielle de bilan avec les autorités administratives et les services techniques a eu lieu le vendredi 22 juin 2019 dans la salle de réunion du District Sanitaire de Dédougou. Cette rencontre a été conduite en étroite collaboration entre les responsables du projet et les responsables politiques, administratifs et techniques de la province. Ainsi, la rencontre a été présidée par le SG de la province. Cette première rencontre a permis de faire le bilan des activités réalisées au cours du premier semestre, de recueillir les feedbacks et suggestions des participant(e)s, et de présenter les prochaines étapes de la mise en œuvre.

II.4 PRINCIPALES REALISATIONS

100 villages dans la province du Mouhoun sont bénéficiaires du projet

2.475 femmes de 15 à 49 ans, **1.996** hommes femmes de 15 à 49 ans, **992** jeunes filles de 10 à 15 ans et **1.477** jeunes garçons de 10 à 15 ans sont touchés directement par les séances d'animation

1000 séances ont été animées au profit des femmes, hommes, garçons et filles

Une convention a été signée entre Mwangaza Action, le CHR, le DS et la DPFSNAH pour la prise en charge médicale et psychosociale des femmes et filles victimes de l'excision

12 agents ont été recrutés dont 10 animateurs, 01 secrétaire comptable et 01 superviseur terrain

III. PROMOTION DE LA RÉPRESSION DES VIOLENCES À L'ÉGARD DES FEMMES ET DES FILLES DANS LES DISTRICTS SANITAIRES DE POUYTENGA, KOUPELA ET TENKODOGO

III.1 BREVE PRESENTATION DU PROJET

Dans le cadre de la mise en œuvre de leur paquet d'intervention sur la SR et la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, l'agence de coopération Belge (ENABEL) en partenariat avec plusieurs ONG dont Mwangaza Action entame une série d'interventions dans la région du Centre-Est. Un plan d'intervention sur la période d'octobre 2019 à mars 2020 a été convenu entre les deux parties. Au cours de la période de Novembre à décembre 2019, la mise en œuvre des activités terrain a débuté.

III.2 PREVISION DE L'ANNEE

Il s'agit pour ces deux mois de :

- Participer à la réunion de cadrage ;
- Rédiger la stratégie et le plan de communication ;
- Participer à la rencontre d'analyse de la stratégie et du plan de communication ;
- Finaliser le document de stratégie et le plan de communication ;
- Présenter aux partenaires des services techniques déconcentrés de la santé, l'action sociale et les autorités administratives les activités à mener au cours de la période ;
- Échanger autour des activités imminentes (01 stand d'exposition pendant les festivités du 11 décembre à Tenkodogo, 01 animation grand-public Koupéla et Pouytenga) ;
- Réaliser les animations grandes publiques à l'occasion des festivités du 11 décembre ;
- Organiser la formation des animatrices des associations féminines sur les violences basées sur le genre.

III.3. RÉALISATION DES ACTIVITES PLANIFIEES

III.3.1 Participation à la réunion de cadrage

Cette activité visait à donner des orientations nécessaires à affiner de l'offre technique soumise par Mwangaza Action, à la planification des prochaines étapes. Elle a servi de cadre de présentation global du programme et les besoins qui ont motivé le lancement du Marché BKF096 du partenaire ENABEL.

III.3.2 Rédaction de la stratégie et du plan de communication

Il s'agissait de convenir des échéances nécessaires pour la rédaction et la finalisation de la stratégie et du plan de communication, ainsi que la budgétisation des activités du plan de communication, après validation de l'offre technique.

III.3.3 Rencontre d'analyse de la stratégie et du plan de communication

Cette activité a permis aux différents partenaires d'ajuster les plans et/ou de les mutualiser. Certes les axes sont différents mais certainement les mêmes acteurs seront sollicités par les différentes structures. Elle a permis également de réfléchir sur les rapports à établir dans le cadre du partenariat afin de gagner en synergie pour l'impact des actions et de se projeter dans une perspective de la pérennisation des interventions.

III.3.4 Préparation du démarrage de la phase terrain

Il s'agit de la phase d'opérationnalisation des activités. Dans ce processus, une série de rencontres ont été programmées avec plusieurs acteurs. Il s'agit de partenaires directes dans la mise en œuvre et de ceux à travers lesquels d'autres acteurs seront identifiés en fonction de chaque activité programmée. C'est le cas des services du ministère de la femme, de la solidarité nationale, de la famille et action humanitaire et des services de la santé.

III.3.5 Organiser des sorties d'information et d'échange auprès des partenaires des services techniques déconcentrés de la santé, l'action sociale et les autorités administratives

Information des services techniques : Au niveau des services de la santé : Des échanges ont eu lieu avec la direction région de la santé du centre Est, les médecins chefs des districts sanitaires (Koupéla et Tenkodogo) ou intérimaire (Pouytenga).

Identification de points focaux : Au niveau des services du Ministère de FSNFAH : les échanges ont eu lieu avec les directions provinciales du Kouritenga et du Boulgou ainsi que la direction régionale.

Ces échanges ont permis l'identification de points focaux au sein de chaque service pour appuyer la mise en œuvre des interventions.

Identification des partenaires de média locaux (radio) : 3 radios ont été identifiées pour un partenariat dans la mise en œuvre des émissions. Il s'agit de la radio dauphin à Koupéla, la radio Pog Néré à Pouytenga, la radio LPC à Tenkodogo.

III.3.6 Animer des théâtres interactifs sur les VBG/VEFF dans les chefs-lieux de communes

La troupe théâtrale "Compagnie Art service" a été identifiée pour les prestations à Pouytenga et à Koupéla. Elle devra mener les représentations théâtrales dans les districts sanitaires de Koupéla et Pouytenga. A Tenkodogo, c'est la "troupe théâtrale vénégro plus du Boulgou" qui a été identifiée. Ces différentes troupes ont été sélectionnées au regard de leur expérience et d'un programme détaillé sera établi pour les représentations théâtrales qui débiteront dans le mois de Janvier. Les phases de préparation et de répétitions permettront de prendre en compte les thématiques concernées et messages y relatifs avec l'appui des points focaux.

III.3.7 Animer des conférences-débats sur la SDSR et les VBG/VEF dans les structures d'enseignement (université, lycées et collèges)

Les échanges avec les partenaires ont permis de sélectionner les établissements secondaires qui doivent accueillir les conférences débats. Le critère déterminant a été la place de l'établissement en termes d'effectif. Ainsi, les établissements ci-après dits grand établissements ont été retenus :

À Pouytenga :

- Le lycée départemental (public)
- Le lycée AOREMA (privé)
- Le lycée municipal (public)

À Koupéla :

- Le lycée Saint Phillippe (privé)
- Le lycée Kourita (public)
- Le lycée municipal (public)

A Tenkodogo :

- Le lycée Realé
- Le lycée Marie Reine.

Outre ces établissements secondaires, les grandes écoles ont été prises en compte pour abriter les conférences suite aux suggestions de partenaires de la région. Il s'agit de :

- L'ENEP de Tenkodogo
- L'ENSP de Tenkodogo
- Le centre universitaire de Tenkodogo

III.3.8 Réaliser d'animations grand-public à travers des stands d'exposition/animation à l'occasion du 11 décembre 2019

Des séances de sensibilisation organisées sous formes d'animation en petits groupes ont permis de toucher 50 femmes et 25 hommes, 16 jeunes.

III.3.9 Organiser une session de renforcement des capacités des femmes leaders issues des associations locales / groupements féminins sur les thématiques de la SDSR, VBG/VEFF et techniques de sensibilisation

24 personnes issues de 12 associations féminines identifiées ont été formées sur les VBG/VEFF. Cette activité a été menée en deux sous activités. Ce sont des représentantes de 12 associations féminines issues des 12 communes d'interventions que sont : Bagré, Bissiga, Tenkodogo, Koupéla, Baskouré, Tensobtenga, Dialgaye, Yargo, Gounghin, Pouytenga, Andemtenga et Kando.

III.4. PRINCIPALES REALISATIONS

12 communes d'intervention dans les 03 districts sanitaires
--

12 associations féminines sont impliquées dans la mise en œuvre
--

03 radios locales partenaires de mise en œuvre

11 établissements partenaires

24 leaders d'associations féminines formées sur les VBG
--

IV. BÂTIR DES PONTS ENTRE L'AFRIQUE ET L'EUROPE POUR METTRE FIN AUX MGF, DONT L'ACTIVITÉ « FILMER LE PONT »

IV.1 BREVE PRESENTATION DU PROJET

Le projet « Bâtir des ponts entre l'Afrique et l'Europe pour mettre fin aux MGF, dont l'activité « Filmer le pont » entend augmenter l'efficacité des actions pour mettre fin aux MGF et améliorer les conditions de vie des filles et des femmes et les hommes migrant-e-s, les professionnels (médias, santé, psychosocial, etc.) de l'union Européenne et des pays africains.

A cet effet une vidéo « De retour au pays » a été produite et s'est révélée être un outil très efficace pour les activités de sensibilisation. L'objectif de projet est d'amplifier la transformation des normes sociales et en particulier des normes sexuelles spécifiques dans les communautés touchées et de renforcer les connaissances sur le changement social à travers l'utilisation de la vidéo « De retour au pays ».

IV.2 PREVISIONS DE L'ANNEE

- Participation à l'atelier de formation au Sénégal
- Identification des zones d'intervention
- Doublage de la vidéo

IV.3 REALISATIONS

IV.3.1 Participation à l'atelier de formation au Sénégal

Dans le cadre de mise en œuvre du projet « Bâtir des Ponts entre Afrique et Europe pour mettre fin aux MGF », activité « filmer le pont », nous avons participé à une formation du 06 au 12 octobre 2019 à Dakar. Cette formation s'est tenue dans la salle de conférence de l'hôtel Fana à Dakar et a réuni les participant-e-s venu-e-s du Burkina Faso, du Mali, de la Conakry, de la Mauritanie et du Sénégal. Les participant-e-s étaient au nombre de 15 soit trois personnes par pays, à savoir une responsable du projet et deux facilitateur/trice-s communautaires. Cette formation a permis à l'équipe de Mwangaza de :

- Acquérir une familiarité dans l'usage de la vidéo « retour au pays » et des thématiques abordées par personnages ;
- Mettre en commun les savoir pratiques et théorique concernant les normes sexuelles ;

- S'approprier des techniques d'animation à l'aide d'un guide sur l'usage de la vidéo pour promouvoir le changement ;
- Utiliser la méthodologie proposée dans le suivi évaluation.

IV.3.2 Identification des zones d'intervention

20 villages de la commune de Léo de la province de la Sissili dans la région du Centre Ouest, ont été identifiés pour bénéficier de la mise en œuvre des activités. Les villages ont été seulement identifiés les prises de contact avec les leaders sont programmées pour le second trimestre.

IV.3.3 Doublage de la vidéo

La vidéo « de retour au pays » a été doublée en langue Mooré et Nouni, les deux langues qui seront utilisées pour les séances de sensibilisation dans les villages. Aussi, les outils pour la sensibilisation et ceux pour les focus group qui nous ont été donnés lors de la formation ont été traduits en langue pour faciliter les animations.

IV.4. PRINCIPALES REALISATIONS

20 villages de la commune de Léo identifiés pour mettre en œuvre le projet

Des outils de sensibilisation ont été élaborés et mis à la disposition des animateurs

02 animateurs recrutés pour mettre en œuvre le projet (1 femme et 1 homme)

IST-VIH/SIDA, Santé sexuelle et de la reproduction

✓ *École de maris et de futurs époux*

I. ECOLE DE MARIS ET DE FUTURS ÉPOUX

I.1. BREVE PRESENTATION DU PROJET

Le projet SWEDD « Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel » est une initiative de six pays du sahel dont l'objectif est « d'accélérer la transition démographique et la réduction des inégalités entre les sexes dans la région, afin de tirer profit du Dividende Démographique ». Ce projet a été officiellement lancé le 02 novembre 2015 à Niamey et couvre six (06) pays que sont la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, la Mauritanie, le Tchad et le Burkina Faso. Son opérationnalisation se fait à travers des composantes et des sous- projet dont le sous-projet « École des maris et des futurs époux : mieux impliquer les hommes dans la promotion de la santé de la reproduction » mis en œuvre par Mwangaza Action au Burkina Faso.

Les objectifs du sous projet sont :

- Mettre en place 120 écoles des maris (soit 40 écoles par district sanitaire) ;
- Mettre en place 30 écoles des futurs époux (soit 10 écoles par district) ;
- Améliorer les connaissances, attitudes et pratiques des populations (Femmes en âge de reproduction, mères d'enfants, adolescent(e)s et jeunes, hommes mariés) sur la santé de la reproduction/PF et les compétences de vie courante ;
- Accroître les capacités des acteurs secondaires (Membres des EdM, leaders communautaires, agents de santé) en faveur de la promotion de la santé de la reproduction.

I.2. PREVISION DE L'ANNEE

Pour cette année 2019, les activités suivantes ont été planifiées

- Former/orienter es agents de santé sur la démarche du projet et sur les différentes thématiques,
- Animer des espaces sûrs,
- Réaliser les activités grand-public,
- Appuyer à l'élaboration des plans d'action des clubs,
- Organiser des rencontres communautaires de bilan et de partage,
- Équiper les écoles / clubs des maris et des futurs époux,
- Appuyer la mise en place d'AGR en soutien et à la pérennisation des acquis,
- Former les mentors,
- Appuyer la documentation et capitalisation du sous projet,
- Produire et reproduire un document de capitalisation,
- Acquisition de matériel informatique,
- Lancer du projet,
- Former des animateurs,

- Animer les séances avec les épouses des membres des clubs,
- Organiser cérémonies de certification des maris modèles,
- Faire le suivi – évaluation.

I.3. REALISATION DE L'ANNEE

I.3.1 Formation des agents de santé sur les différentes thématiques (SR, genre, droit, compétences de vie, etc.)

Le sous projet école des maris et des futurs époux, dans la nouvelle orientation s'appuie sur des facilitateurs pour animer les clubs des maris et des futurs époux mis en place. L'animation de certaines séances nécessite la contribution des agents de santé. Pour ce faire, une formation a été organisée à leur intention dans l'objectif de les rendre capables d'appuyer l'encadrement des écoles / clubs des maris et des futurs époux. Au total 58 agents de santé (23 femmes et 35 hommes) ont été formés. Dans chaque CSPS, deux agents ont été formés (un responsable maternité et un responsable du dispensaire).

I.3.2 L'animation des espaces sûrs

Il s'agit d'assurer l'animation des clubs des maris et des futurs époux selon les critères d'animation d'un espace sûr. L'animation des clubs des maris est du ressort des OBC à travers leurs binômes de facilitateurs. 2040 séances ont été animées dans l'ensemble des 120 clubs de maris. On note une moyenne de participation de 12 membres par séance. L'animation des clubs des futurs époux est du ressort des OBC à travers leurs binômes de facilitateurs. 450 séances ont été animées dans les 30 clubs de futurs époux. On note en moyenne 9 futurs époux par séance.

I.3.3 La réalisation des activités grand-public

Outre l'animation des séances qui touchent exclusivement les membres des clubs des maris et des futurs époux, des activités destinées au grand public ont été menées par les OBC. Ces activités visaient à améliorer le niveau de connaissance des communautés sur certaines thématiques en lien avec la santé maternelle, néonatale et infantile et promouvoir davantage l'implication des hommes dans la SR. Dans le district sanitaire de Yako, 19 Théâtres fora ont été réalisés et ont touché 4760 personnes dont 3108 hommes et 1652 femmes et dans le district sanitaire de Houndé, 23 projections vidéo ont permis de toucher 2781 personnes dont 1480 hommes et 369 femmes.

1.3.4 L'appui à l'élaboration des plans d'action des clubs des maris

Au terme de leur apprentissage dans les espaces sûrs et au regard de l'intérêt suscité par les séances, les membres des clubs des maris ont élaboré des plans d'action dans le but de faire passer des messages sur des sujets jugés préoccupants dans leur localité. Les problématiques ont été identifiées en fonction de leur impact, l'actualité, leur pertinence dans chaque village. Ces préoccupations visent à susciter l'implication des hommes à l'amélioration de la santé de la mère et de la femme et à l'amélioration des rapports hommes et femmes dans les villages. 120 plans d'action communautaires ont été élaborés avec l'appui des facilitateurs des OBC.

1.3.5 Rencontres communautaires de bilan et de partage

Les rencontres communautaires de bilan et de partage sont des rencontres pour faire le point des activités du sous projet avec les leaders communautaires. Ces rencontres regroupent les membres, les leaders communautaires ainsi que les épouses des membres. Ces rencontres ont permis aux autres membres de la communauté de prendre connaissance de ce qui se fait dans les clubs. **120** rencontres communautaires (40 rencontres par district) ont pu se tenir et **8125** personnes ont pris part à ces rencontres dans l'ensemble des 120 villages.

1.3.6 Équipement des écoles / clubs des maris et des futurs époux

L'équipement des clubs en matériel se fait progressivement. Il s'est agi d'équiper les clubs avec le matériel nécessaire pour le démarrage rapide des animations des clubs à savoir le matériel pédagogique (guide d'animation, fiche de suivi) et kit d'animation des clubs (marqueurs, papier kraft, images, boîtes à images, échantillons de méthodes contraceptives pour illustration, sacs, gilets, corde à linge, pince à linge). Outre le matériel pédagogique, les clubs ont été équipés en bancs, à raison de 05 bancs par villages, soit un total de **600** bancs. La production de boîtes à images a nécessité la tenue d'un atelier d'adaptation / conception de boîtes à image. **240** boîtes à images ont été distribuées aux clubs des maris pour la mise en œuvre de leur plan d'action.

1.3.7 Appuyer la mise en place d'AGR en soutien et à la pérennisation des acquis

Afin de soutenir la mise en œuvre des plans d'actions et autres initiatives communautaires de promotion de l'implication des hommes dans l'utilisation des services de SR, il est prévu l'accès au micro crédit pour des Activités Génératrices de Revenus (AGR). Le principe de micro crédit offre l'avantage de couvrir plus de membres et de favoriser un meilleur suivi. Dans le district sanitaire de YAKO, l'APFe (association pour la promotion de la femme et de l'enfant) conduit les activités d'AGR au regard de son expérience en la matière. Dans le district sanitaire de Houndé, un partenariat a été conclu avec la structure de micro finance Graine SARL, pour mettre en œuvre cette activité. Dans toutes les deux localités le processus est en marche.

1.3.8 Formation des mentors

Le sous projet école de maris et de futurs époux visait à impulser chez les hommes et jeunes des communautés villageoises d'intervention une dynamique d'implication dans les questions de santé de la reproduction. Ces acteurs (membres des clubs / écoles) devront poursuivre la diffusion des messages auprès de leurs pairs en vue de favoriser un changement d'attitudes de pratiques en faveur de la SR. Au total, 160 mentors de clubs soit 02 mentors par club dans les districts de Yako et Houndé.

1.3.9 Appui à la documentation et capitalisation du sous projet

Au cours de la mise en œuvre du sous projet, de belles expériences ont été partagées et des résultats satisfaisants atteints. Un document de capitalisation du sous projet est élaboré à cet effet.

1.3.10 Production et reproduction de document de capitalisation

Il s'agissait de collecter des évidences sur la mise en œuvre du sous projet (bonnes pratiques) des prises de vue (photos et vidéos). Il s'est agi aussi d'assurer des couvertures médiatiques d'événements marquants (cérémonie de certification des maris et futurs époux).

1.3.11 Acquisition de matériel informatique

Du matériel informatique a été acquis dans le cadre du sous projet au profit du de l'équipe de projet et d'appui. Cette acquisition visait à renforcer les capacités de MWANGAZA ACTION pour la documentation et la capitalisation des activités et la production de rapports. Il s'agit de :

- 08 ordinateurs portables ;

- 01 vidéo projecteur ;
- 06 appareils photo SONY ;
- 01 imprimante multifonction ;
- 01 appareil photo professionnel CANON 700D ;
- Supports de sauvegarde des données (03 clés USB 4 GB, 02 disques durs externes)

1.3.12 Le lancement du projet

Il s'est agi d'organiser un atelier avec les acteurs qui viennent du niveau central et des régions et provinces d'intervention du sous projet. Le but était de faire connaître officiellement le sous projet « école de maris et de futurs époux » aux partenaires et faire un plaidoyer pour un plus grand soutien aux interventions. Ainsi, les acteurs présents ont pu connaître :

- Les objectifs du sous projet école ;
- La démarche de mise en œuvre du sous projet ;
- Les acteurs de mise en œuvre du sous projet ainsi que leurs rôles et responsabilités ;
- Les zones d'intervention du sous projet.

1.3.13 La formation des animateurs

Au total, 48 animateurs (23 hommes et 25 femmes, soit 16 animateurs par district) ont été recrutés pour assurer l'animation des causeries éducatives. Ce recrutement a été assuré par les OBC. Le nombre d'animateurs tient compte de l'occupation de l'espace. Ainsi, les animations seront assurées par des binômes d'animateurs (un homme et une femme pour la plupart, à l'exception d'un binôme à Yako qui est composées de 2 femmes).

Trois (03) ateliers de formation de trois (03) jours par atelier ont permis de renforcer les connaissances, les capacités des animateurs afin d'assurer les causeries au profit des épouses des membres des clubs de maris. Un guide d'animation a été élaboré et mis à la disposition des animateurs et animatrices des groupes de femmes. **960** séances ont été animées dans les 03 districts sanitaires, soit 08 séances par village et a connu la participation de **15 424** épouses membres des clubs de maris soit une moyenne de participation de 16 épouses par séance.

1.3.14 Animations des séances avec les épouses des membres des clubs

Afin de permettre aux épouses de soutenir les changements de comportement de leurs maris, des séances d'animation ont été organisées au profit des épouses des membres. Au total, 984 séances ont été animées avec les épouses des membres des clubs de maris. **2287** épouses ont bénéficié des séances d'animations. La mise en œuvre des séances d'animation pour les épouses est reconnue comme bonne pratique car elle favorise une meilleure cohésion au sein des familles. En effet, l'implication des femmes est nécessaire pour le soutien au changement des attitudes et pratiques des hommes et l'application des nouvelles habitudes dans le quotidien des ménages.

1.3.15 Les cérémonies de certification des maris modèles

La certification des maris modèles et des futurs époux est une activité qui s'inscrit dans la stratégie de célébration des membres des clubs des maris et des futurs époux. Cette activité a consisté à donner un certificat à chaque mari et futurs époux parvenu à la fin des séances. L'attribution des certificats vise à les galvaniser davantage. Il s'agit d'une invite à plus d'engagement et d'une reconnaissance en tant qu'agent de changement dans leur communauté. Au total, **1655** maris et **302** futurs époux ont été certifiés. La certification des membres en présence des communautés de chaque village est qualifiée de bonne pratique car elle apporte une caution aux activités et aux membres des clubs aux yeux de la communauté.

1.3.16 Suivi – évaluation

Le suivi des activités se fait à deux niveaux ; le suivi/supervision par les superviseurs et le suivi par l'équipe centrale de MWANGAZA ACTION à travers des sorties terrain. Au niveau de l'équipe centrale, il y'a aussi la tenue des rencontres bilans avec les OBC et les rencontres bilans avec les autorités administratives et services techniques et la réalisation du post test du niveau des connaissances des membres des clubs.

Le suivi quotidien des activités du projet au niveau local est effectué par les superviseurs dans chaque zone. Les superviseurs avaient dans leurs tâches, le suivi – supervision quotidien des interventions ainsi que l'appui – accompagnement des OBC dans la mise en œuvre de leurs interventions. Plusieurs sorties de suivi, supervision et appui conseil ont été réalisées par l'équipe centrale de Mwangaza Action dans le cadre des activités du sous projet école des maris et des futurs époux. Ces sorties ont permis d'une part, de renforcer le partenariat avec les services techniques, administratifs ainsi que les acteurs communautaires dans les 03 districts sanitaires pour des échanges permanents sur l'avancement du projet. Ces sorties ont été souvent menées conjointement avec la direction de la santé de la famille (DSF), la direction régionale de la santé et les districts sanitaires.

Dans le cadre du suivi/coordination, il est organisé par trimestre, une rencontre avec les OBC dans le but de faire le bilan de la mise en œuvre des activités de la période écoulée. Ces rencontres réunissaient les 39 facilitateurs, 09 membres des OBC, 03 superviseurs et l'équipe de Mwangaza Action. Ces rencontres ont connu la participation des districts sanitaires. Neuf (09) rencontres ont été tenues, soit trois (03) rencontre avec chaque OBC.

Les ateliers font suite aux rencontres tenues avec les OBC et ont pour but de partager les résultats de l'intervention avec tous les partenaires venant des niveaux national, régional et provincial. Ces ateliers ont permis de présenter les résultats engrangés au cours du semestre aux partenaires de chaque localité, échanger autour des difficultés et recueillir les suggestions et les recommandations pour la suite de la mise en œuvre. Six (06) rencontres semestrielles de bilan se sont tenues soit deux (02) rencontres par district sanitaire. 142 personnes (responsables et représentants des services techniques administratifs, responsables d'OBC, leaders communautaires, élus locaux et partenaires des services de santé) ont pris part à ces rencontres bilans.

À la fin des séances, il y' a eu le post test intervention des connaissances, des attitudes et les pratiques des membres des clubs de maris et de futurs époux. Cette évaluation vise à connaître le niveau de changement de connaissances et des attitudes des membres ayant participé aux activités dans les clubs. Au total, 1651 maris et 328 futurs époux ont été touchés par le pré-test et 1535 maris et 302 futurs époux pour le post test.

III.4. PRINCIPALES REALISATIONS

Au total **58** agents de santé (23 femmes et 35 hommes) ont été formés. Dans chaque CSPS, deux agents ont été formés (un responsable maternité et un responsable du dispensaire). 03 OBC recruté soit 01 OBC par district sanitaire

2040 séances ont été animées dans l'ensemble des 120 clubs de maris avec une moyenne de participation de **12** membres par séance ;

450 séances ont été animées dans les 30 clubs de futurs époux avec une moyenne **9** futurs époux par séance

Dans le district sanitaire de Yako, **19** Théâtres fora ont été réalisés et ont touché **4760** personnes dont 3108 hommes et **1652** femmes. Dans le district sanitaire de Houndé, **23** projections vidéo ont permis de toucher **2781** personnes dont **1480** hommes et **369** femmes

240 boîtes à images ont été distribuées aux clubs des maris pour la mise en œuvre de leur plan d'action

À Yako, ce sont **530** Hommes et **830** Femmes qui bénéficieront des fonds pour AGR. **170** ont déjà reçus leurs crédits pour le premier placement. **275** femmes ont déjà reçu leurs crédits pour le premier placement. À Houndé, ce sont **527** hommes et **688** femmes qui se sont engagés.

HOUNDE : 513 maris certifiés sur **541 inscrits** au départ les 40 clubs, ce qui représente 94,82% d'achèvement **90** futurs maris certifiés sur **109 inscrits** dans les 10 clubs au départ, ce qui représente 82,57% d'achèvement

YAKO : 555 maris certifiés sur **555 sur 555 inscrits** dans les 40 clubs au départ, ce qui représente 100% d'achèvement. **96** futurs maris certifiés sur **120 inscrits** dans les 10 clubs au départ, ce qui représente 80% d'achèvement

GOROM – GOROM : 587 maris certifiés sur **593 inscrits** dans les 40 clubs au départ ; ce qui représente 98,99% d'achèvement. **116** futurs maris certifiés sur **132 inscrits** dans les 10 clubs au départ ce qui représente 87,88 % d'achèvement

NUTRITION, SANTE MATERNELLE ET INFANTILE

✓ *Le projet « résilience et la croissance économique au sahel (REGIS)/projet de sécurité alimentaire et de renforcement de la résilience au sahel (REGIS-ER) »*

I. RESILIENCE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU SAHEL (REGIS)/PROJET DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU SAHEL (REGIS/ER)

I.1. BREVE PRESENTATION DU PROJET

REGIS-ER est un projet de cinq ans, financé par l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire des populations du Niger et du Burkina Faso et de renforcer leur résilience.

Mwangaza Action est l'une des organisations partenaires qui apportera ses services au Projet USAID 1 REGIS-ER, aussi bien au Burkina qu'au Niger, en matière de santé communautaire, nutrition et changement des comportements. Ces activités relèvent du Programme P8 intitulé « Santé-Nutrition Communautaire ».

Au Niger, le projet est exécuté dans 4 régions (Maradi, Zinder, Tillabéry Nord et Tillabéry Sud), Au Burkina Faso, dans 3 régions que sont l'Est, le Centre Nord, le Sahel, bénéficient des activités du projet.

Notons que le projet qui a démarré en 2014 devait prendre fin en 2018 mais a reçu l'accord de poursuivre les activités avec une restriction budgétaire et ce, jusqu'en septembre 2020. Compte tenu de la restriction budgétaire, les activités techniques n'ont pas été programmées. Il s'agira pour la période de rallonge, l'exécution financière du projet. Le nombre de personnel terrain retenu pour la poursuite des activités est de 05 agents dont 01 au Niger.

I.2. PREVISIONS DE L'ANNEE

Les activités planifiées par Mwangaza Action au cours de cette année 2019 se résument à la préparation des rapports financiers mensuels et à la réalisation des missions à Niamey.

I.3. REALISATIONS DE L'ANNEE

Des missions ont été réalisées à Niamey aux fins de consolidations des rapports financiers et des mises à jour avec l'administration fiscale et sociale. Au total quatre missions ont été réalisées.

I.3.1 Première sortie

Au cours de la mission, les cotisations sociales ont été réglées. Il en est de même pour les impôts sur les traitements et salaire. Notons que les règlements sus mentionnés concernaient la période du premier trimestre 2019. En outre, nous avons effectué des démarches qui ont abouti au retrait du certificat d'immatriculation du NIF au niveau de la maison de l'entreprise. D'autres parts, il s'agissait d'harmoniser la comptabilité au sein de Mwangaza Action et celle de REGIS-ER Niger.

I.3.2 Seconde sortie.

À cette occasion, nous avons produit et déposer les déclarations annuelles récapitulatives du personnel pour le compte de l'année 2018. Aussi, les impôts sur les traitements et salaire d'avril et de mai 2019 ont été réglés. En outre, nous avons effectué le paiement de l'assurance maladie du personnel d'avril à décembre 2019.

I.3.3 Troisième sortie

La troisième sortie qui a eu lieu du 09 au 13 juillet 2019, a permis de procéder à la liquidation des impôts sur les traitements et salaire de même que les cotisations sociales.

I.3.4 Quatrième Sortie

La dernière mission réalisée du 14 au 18 octobre 2019 avait pour objectif les mêmes motifs évoqués précédemment. En sus, une séance de travail avec le Grant a été réalisé afin d'harmoniser la comptabilité de part et d'autre.

I.4. PRINCIPALES REALISATIONS

Pour cette année 2019, Mwangaza Action à travers le Service Financier s'est consacré à la gestion financière des fonds transférés par CLUSA et la gestion du personnel terrain à travers la prise en charge salariale.

PROGRAMME D'URGENCE

***✓ Promotion de la culture de la paix et de la cohésion sociale
dans la région du Sahel, Burkina Faso »***

I. PROMOTION DE LA CULTURE DE LA PAIX ET DE LA COHÉSION SOCIALE DANS LA RÉGION DU SAHEL, BURKINA FASO

I.1. BREVE PRESENTATION DU PROJET

La situation sécuritaire du Burkina Faso s'est profondément dégradée faisant ainsi de ses zones frontalières, des espaces où se cristallisent des menaces pour la sécurité et la paix. La porosité des frontières, la prolifération des armes, l'extrémisme religieux, le trafic de drogues dures, la contrebande, les conflits non résolus dans la sous-région, la présence de groupes armés et de réseaux criminels dans ces zones n'ont fait qu'amplifier ce phénomène.

Pour répondre à ces différents défis spécifiques, le Gouvernement a mis en place le Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF). Il vise à améliorer les conditions sécuritaires et à réduire la vulnérabilité de la population pour un développement durable dans la région du Sahel et une partie de la région du Nord.

C'est pour renforcer les activités du PUS-BF et aider à prévenir la montée de l'extrémisme violent et la radicalisation que l'appui du Système des Nations Unies (SNU) est proposé pour mettre en œuvre le projet « Promotion de la culture de la paix et de la cohésion sociale dans les régions du Nord et du Sahel, Burkina Faso ».

Cette action entend contribuer au renforcement des valeurs du vivre ensemble au sein des communautés et promouvoir des mécanismes de prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation dans la région du Sahel.

I.2. PREVISIONS DE L'ANNEE

Au cours de cette année 2019, les activités planifiées sont les suivantes :

- Recruter des Techniciens d'Appui aux Communautés ;
- Identifier des associations partenaires ;
- Informer/ orienter les autorités administratives, les leaders communautaires et les populations sur le projet ;
- Identifier les associations féminines dans les 11 communes des provinces du Seno, du Soum, de l'Oudalan et du Yagha ;
- Élaborer et reproduire un guide de communication pour les leaders religieux et coutumiers sur la promotion de la culture de la paix et de médiation sociale pour la prévention de l'extrémisme violent ;

- Former les staffs des associations partenaires sur le thème de la culture de la paix et la cohésion sociale et sur l'utilisation du guide ;
- Former les leaders coutumiers, religieux et communautaires sur la culture de la paix, de la tolérance, de la médiation sociale et explications des activités du projet pour lesquelles ils sont sollicités ;
- Identifier les initiatives et mécanismes de veille et de suivi de risques au niveau des leaders religieux et coutumiers, intégrant les jeunes et les femmes ;
- Renforcer les capacités des leaders religieux et coutumiers, leaders d'associations de femmes et de jeunes en identification, veille et surveillance de risques liés à l'extrémisme violent et à la radicalisation ;
- Organiser une campagne de communication de masse tenant compte des différentes cibles ;
- Former 60 acteurs de la communication sur la culture de la paix (radios communautaires) ;
- Former 300 noyaux relais sur la culture de la paix ;
- Former les membres des groupements de femmes des zones d'intervention (provinces Oudalan, Seno, Soum, Yagha) sur l'éducation à la paix et la mise en place de mécanisme fonctionnel d'alerte et de veille pour protéger les jeunes générations et les communautés ;
- Créer 10 pièces de théâtre forum dans les chefs-lieux de régions ;
- Organiser une rencontre régionale de concertations des organisations féminines sur la mise en œuvre des activités ;
- Créer un réseau de jeunes leaders contre l'extrémisme violents et la radicalisation dans le Sahel.

I.3. REALISATIONS DE L'ANNEE

I.3.1 Recrutement des techniciens d'Appui aux Communautés

En plus de la responsable du Projet, du responsable du suivi évaluation et de la Chargée des finances de Mwangaza Action, l'équipe du Projet « Promotion de la culture de la paix et de la cohésion sociale dans la région du Sahel, Burkina Faso », a été renforcée par le recrutement de 04 Techniciens d'Appui aux Communautés. La sélection des candidats et des candidates pour les entretiens s'est basée sur un examen des performances de ces TAC. Aussi, les critères déterminants étaient l'expérience dans le travail communautaire, la réussite des activités de mobilisation sociale, la volonté et la disponibilité à travailler dans la Région du Sahel au vu du défi sécuritaire. Sept (08) entretiens ont été réalisés et 04 candidats retenus pour la suite du travail en raison d'un TAC par province.

I.3.2 Identification des associations partenaires

Une rencontre de travail avec les acteurs terrain sur l'identification des communes d'intervention et des OSC locales partenaires de mise en œuvre des projets du Fonds de consolidation de la paix (FCP), avait été tenue à Ouagadougou. Au cours de cette rencontre, un certain nombre

d'associations locales avaient été proposées par province afin de faciliter la mise en œuvre des activités dans les communautés.

À l'issu des entretiens et de la délibération, 07 associations ont été définitivement retenues. Les détails sont dans le tableau ci-dessous :

Tableau 3 : associations retenues

Provinces	Communes	Associations
Yagha	Mansila	An Noura
	Sebba	Cural
Oudalan	Gorom gorom	Dagnal roobe
	Deou	Denaangagu Suka
	Oursi	Tounkey Ir Nafassai
Seno	Dori	Union Fraternelle des Croyants
Soum	Djibo	Golle des Femmes de Djibo pour le Travail et le Développement

1.3.3 Informer/ orienter les autorités administratives, les leaders communautaires et les populations sur le projet

Des rencontres d'échanges et d'information avec les autorités administratives ont été tenues. L'objectif principal de ces rencontres a été de présenter le projet « Promotion de la culture de la paix et de la cohésion sociale dans la région du Sahel, Burkina Faso » aux autorités et demander leur collaboration dans sa mise en œuvre. À cet effet, des rencontres ont été réalisées avec le Gouverneur de la région du Sahel, les Hauts commissaires des 4 provinces, les préfets, les maires, la Direction Régionale et les 4 Directions Provinciales de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire, la Direction Régionale de l'Enseignement Nationale et de l'Alphabétisation, la Direction Régionale de l'ANPE, la Direction Régionale de la Police Nationale, la compagnie de gendarmerie etc. Aussi, des entretiens ont été tenus avec le Conseil Régional de la Chefferie Coutumière et Traditionnelle / Sahel (CRCCT/S), les émirs, chefs de cantons, les chefs des villages/ chefs coutumiers, les Imans, les pasteurs, les prêtres, les catéchistes, les CVD, les conseillers municipaux, les membres des communautés.

Ces rencontres d'information avaient pour but de donner des informations de base sur le projet aux autorités et aux services techniques et de demander leur implication dans la mise en œuvre et surtout pour la réussite de l'intervention.

1.3.4 Identifier les associations féminines dans les 11 communes des provinces du Seno, du Soum, de l'Oudalan et du Yagha

Les associations des femmes dans le cadre du projet, auront pour tâche de renforcer l'éducation à la paix du mécanisme conditionnel d'alerte et de veille pour protéger les jeunes générations et les communautés contre le risque d'enrouler dans les mouvements d'extrémistes et de la radicalisation. Ceci étant, il a été procédé à une identification des regroupements des femmes dans les 11 communes couvertes par le projet. L'objectif de cette activité était de trouver des associations/groupements de femmes dynamiques, ayant fait leurs preuves déjà dans la sensibilisation et motivées à mener des activités de communication de proximité dans le cadre de ce projet. La sélection des associations féminines pour les entretiens s'est basée sur un échange avec les premiers responsables des associations.

À l'issue des entretiens les associations/groupements de femmes ci-dessous ont été retenus :

Tableau 4 : groupement de femmes retenus

Provinces	Communes	Groupements de femmes
Seno	Dori	Coopérative Djamweni
	Seytenga	DjayaL
	Gorgadji	Association pour la promotion des femmes et de l'enfant au Sahel
Oudalan	Gorom Gorom	M balla Sukabe
	Déou	Dewral
	Oursi	Naney
Yagha	Sebba	Goordan Lobban
	Mansila	Amazone
Soum	Djibo	Association golle des femmes de Djibo pour le travail et le développement
	Arbinda	Coordination des femmes d'Arbinda
	Kelbo	L'association Rewende de Kelbo

1.3.5 Élaborer et reproduire un guide de communication pour les leaders religieux et coutumiers sur la promotion de la culture de la paix et de médiation sociale pour la prévention de l'extrémisme violent

Afin de faciliter la formation des leaders religieux et coutumiers sur la promotion de la culture de la paix et la médiation sociale d'une part et afin de les aider à avoir un support de communication, il a été élaboré un guide de communication. Trois outils ont été élaborés à cet effet à savoir un manuel du/de la formateur/trice, un cahier du/de la participant-e sur la culture de la paix et de médiation sociale et un guide d'animation sur la paix et la cohésion sociale.

1.3.6 Former les staffs des associations partenaires sur le thème de la culture de la paix et la cohésion sociale et sur l'utilisation du guide

Une première session de formation des responsables d'associations partenaires et de leurs animateurs/trices s'est tenue du 18 au 20 juillet 2019 dans la salle de conférence de l'OCADES et a regroupé :

- Les Techniciens d'Appui à la Communauté (TAC) chargés du suivi des activités de mobilisation des communautés et suivi /appui accompagnement des Associations de mise en œuvre des activités dans les villages ;
- Les responsables des Associations de mise en œuvre au niveau local et de leurs animateurs.

Cette formation/orientation avait pour objectif général de donner aux participants des informations de base sur le projet « Promotion de la culture de la paix et de la cohésion sociale dans la région du Sahel, Burkina Faso ».

De façon spécifique il s'est agi de :

- Donner l'opportunité aux associations de mise en œuvre des activités de se connaître ;
- Présenter l'ONG Mwangaza Action ;
- Échanger sur les grandes lignes du projet « Promotion de la culture de la paix et de la cohésion sociale dans la région du Sahel, Burkina Faso » ;
- Discuter des rôles et responsabilités des associations et des animateurs/trices ;
- Échanger sur le rôle des acteurs dans la promotion de la paix ;
- Présenter les outils pour la mobilisation de la communauté pour la promotion de la paix ;
- Planifier les prochaines activités.

Une deuxième session de formation a eu lieu du 05 au 09 août 2019 dans la salle multimédia de la mairie de Dori. Le but de cette formation était d'apporter à l'équipe de mise en œuvre, l'information et les compétences nécessaires pour une plus grande efficacité dans leurs activités. L'objectif général de cette deuxième formation était de renforcer les compétences des responsables des associations de mise en œuvre et leurs animateurs/trice sur la paix, l'extrémisme et la radicalisation et à l'utilisation du guide d'animation pour leur permettre d'assurer les animations des séances éducatives dans leur communauté.

1.3.7 Former les leaders coutumiers, religieux et communautaires sur la culture de la paix, de la tolérance, de la médiation sociale et explications des activités du projet pour lesquelles ils sont sollicités

Cette session de formation des leaders coutumiers, religieux et communautaires a été tenue du 20 au 22 août 2019 dans la salle de réunion de DREP de Dori. Son but était de donner plus d'informations aux leaders coutumiers, religieux et communautaires sur la culture de la paix, de la

tolérance, de la médiation sociale et de leur expliquer les activités du projet pour lesquelles, ils sont sollicités. L'objectif général de cette formation était de renforcer les compétences des leaders religieux, coutumiers et communautaires sur la culture de la paix, afin qu'ils mènent des actions de promotion de la paix.

1.3.8 Identifier les initiatives et mécanismes de veille et de suivi de risques au niveau des leaders religieux et coutumiers, intégrant les jeunes et les femmes

Les leaders coutumiers et religieux constituent les garants des valeurs de leurs communautés. La prévention et la gestion des conflits font partis des pratiques qui autrefois présentaient de grandes valeurs. Ces valeurs traditionnelles qui ont été inventées et utilisées par la communauté pour maintenir la cohésion et la reproduction sociales étaient régies par des conventions orales ou tacites à caractère juridiques ou religieux.

Les différentes institutions étaient animées par des sages, des anciens ou des aînés choisis en fonction de leur probité, de leur esprit d'impartialité et de mentalité pour la prévention et le règlement à l'amiable des conflits. C'est dans la recherche des initiatives et des mécanismes de veille et de suivi des risques que les animateurs/trices ont fait le tour des 110 villages pour les identifier afin de bâtir sur l'existant.

1.3.8 Renforcer les capacités des leaders religieux et coutumiers, leaders d'associations de femmes et de jeunes en identification, veille et surveillance de risques liés à l'extrémisme violent et à la radicalisation

Ce renforcement de capacités des leaders religieux et coutumiers, des leaders d'associations de femmes et de jeunes en identification, veille et surveillance de risques liés à l'extrémisme violent et à la radicalisation s'est fait les 27 et 28 août 2019 dans la salle de conférence de l'OCADES à Dori. L'objectif de cette formation était d'aider les participants à reconnaître et à surveiller les risques liés aux violences dans leurs localités afin de créer un cadre d'échange et de concertation pour la consolidation de la paix.

1.3.9 Organisation une campagne de communication de masse tenant compte des différentes cibles

Afin de mener à bien cette campagne de communication de masse, Mwangaza Action a établi des contrats de prestation de services avec un média dans chaque province de la zone du projet. Il s'agit de la RTB2 Sahel, la radio Wald Ejef de Gorom-Gorom, la radio La Voix du Soum de Djibo et la radio Daande Yaali de Sebba.

1.3.10 Formation de 60 acteurs de la communication sur la culture de la paix

La formation des acteurs de la communication s'est déroulée du 14 au 16 août 2019 à Dori. Les acteurs de la communication des radios locales de Wald Ejef basée à Gorom Gorom, Daande Yaali basée à Sebba, La Voix du Soum basée à Djibo et de la RTB2 basée à Dori ont pris part à cette session de formation. Au nombre de 60, ils ont eu droit à deux modules de formation l'un sur la notion de la paix, les défis et les différents mécanismes de la culture de la paix en général au Burkina et l'autre sur le rôle et la responsabilité des acteurs des radios communautaires dans la culture de la paix.

1.3.11 Formation de 300 noyaux relais sur la culture de la paix

La formation a concerné les noyaux relais communautaires des quatre radios précitées à savoir la RTB2 Dori, Wald Ejef, la LVS et la radio Daande Yaali. Elle s'est déroulée du 18 au 26 août 2019 à Dori. Compte tenu du nombre élevé de l'ensemble des participants, l'activité a été scindée en quatre sessions de formation d'une journée. Deux modules de formation, l'un sur la notion de la paix, les défis et les différents mécanismes de la culture de la paix en général au Burkina et l'autre sur le rôle et la responsabilité des acteurs des radios communautaires dans la culture de la paix.

1.3.12 Former les membres des groupements de femmes des zones d'intervention (provinces Oudalan, Seno, Soum, Yagha) sur l'éducation à la paix et la mise en place de mécanisme fonctionnel d'alerte et de veille pour protéger les jeunes générations et les communautés

L'objectif général de cette formation était de renforcer les compétences des membres des groupements de femmes sur la paix, l'extrémisme et la radicalisation afin qu'ils mènent des actions de promotion de la paix. La formation a permis d'obtenir au terme des sessions de formation les résultats suivants : les connaissances des femmes des associations de femmes ont été renforcées sur les thématiques liées à la culture de la paix, la mise en place de mécanisme fonctionnel d'alerte et de veille pour protéger les jeunes générations et les communautés et en technique d'animation des sessions éducatives.

1.3.13 Création et représentations de 10 pièces de théâtre forum dans les chefs-lieux de régions

Les troupes de théâtre ont été identifiées dans les chefs-lieux de communes. Mais cette activité a été mise en standby étant donné que le rassemblement des populations est interdit dans certaines localités au vu du défi sécuritaire. Nous sommes en train de voir sa faisabilité dans certaines communes seulement.

1.3.14 Organiser une rencontre régionale de concertations des organisations féminines sur la mise en œuvre des activités

L'objectif général de cette rencontre régionale était de permettre aux associations des femmes des 11 communes de partager leur expérience dans la mise en œuvre des activités de promotion de la paix et de la cohésion sociale. Il s'est agi de façon spécifique de permettre aux participant-e-s de faire le point sur la mise en œuvre des actions de paix ; de déterminer les difficultés rencontrées et de formuler les recommandations/suggestions.

Chaque organisation féminine a présenté les activités déjà réalisées et les difficultés rencontrées. De leur présentation, on retient que la majorité des groupements ont réalisé des activités de compte rendu aux membres de leur association et de sensibilisation sur la paix et la cohésion sociale à l'endroit des leaders de leurs communautés, des hommes, des femmes, des jeunes garçons et filles. Les principales difficultés retenues sont : la non traduction du guide d'animation en langue fulfuldé et le rassemblement difficile des populations au vue de la situation sécuritaire qui prévaut dans la zone. Les suggestions se résument comme suit : la traduction du guide d'animation en langue fulfuldé, l'organisation des rencontres trimestrielles des femmes par province.

1.3.15 Créer un réseau de jeunes leaders contre l'extrémisme violent et la radicalisation dans le Sahel

Cette rencontre s'est tenue le mercredi 2 octobre 2019 dans la salle de réunion de la Direction Régionale de l'économie et de la planification. L'objectif général de cet atelier est de créer un réseau de jeunes leaders contre l'extrémisme violent et la radicalisation. Il s'est agi de façon spécifique de permettre aux participant-e-s de mettre en place un réseau de jeunes leaders contre l'extrémisme violent et la radicalisation dans la région du Sahel et de recueillir des recommandations/suggestions pour le fonctionnement du club. La rencontre a regroupé 22 jeunes répartis comme suit :

I.4. PRINCIPALES REALISATIONS

04 provinces, 11 communes et 110 villages bénéficient du projet

04 Techniciens d'Appui aux Communautés ont été recrutés et basés un à Dori, un à Djibo, un à Gorom Gorom et un à Sebba

Les autorités administratives et chefs de services aux niveaux régional, provincial, départemental et communal ont pris connaissance du projet, ses objectifs, les activités majeures, les parties prenantes, les stratégies et ont marqué leur disponibilité à soutenir la mise en œuvre du projet

La chefferie coutumière et traditionnelle, religieux du Sahel à savoir les émirs, les chefs de cantons, les chefs des villages/ chefs coutumiers, les imans, les pasteurs, les prêtres, les catéchistes, les CVD, les conseillers municipaux, les membres des

communautés ont également donné leur accord pour accompagner la mise en œuvre des activités

07 associations partenaires locales ont été identifiées pour la mise en œuvre des activités dans les **110** villages des onze communes

13 responsables d'associations et **22** animateurs/trices ont été orientés sur le projet

14 responsables d'associations et **41** animateurs/trices ont été formés sur la paix, la cohésion sociale et à l'utilisation du guide d'animation

11 associations de femmes ont été identifiées pour participer à la mise en œuvre des activités de communication de proximité

55 femmes, membres des associations féminines ont eu leurs capacités renforcées sur l'éducation à la paix et la mise en place de mécanisme fonctionnel d'alerte et de veille pour protéger les jeunes générations et les communautés

35 leaders coutumiers, religieux et communautaires ont bénéficié d'une formation sur la culture de la paix, de la tolérance, de la médiation sociale d'une part et ont obtenu les explications des activités du projet pour lesquelles ils sont sollicités d'autre part

110 mécanismes de veille et de suivi de risques au niveau des leaders religieux et coutumiers, intégrant les jeunes et les femmes ont été mis en place dans 110 villages

55 leaders religieux et coutumiers, leaders d'associations de femmes et de jeunes ont été formés en identification, veille et surveillance de risques liés à l'extrémisme violent et à la radicalisation

60 acteurs de la communication de la RTB2 Sahel dans le Seno, de la radio Wald Ejef dans l'Oudalan, de la radio La Voix du Soum dans le Soum et de la radio Daande Yaali dans le Yagha ont été formés sur la culture de la paix

300 noyaux relais de la RTB2 Sahel dans le Seno, de la radio Wald Ejef dans l'Oudalan, de la radio La Voix du Soum dans le Soum et de la radio Daande Yaali dans le Yagha ont été formés sur la culture de la paix

01 rencontre régionale de concertations des organisations féminines sur la mise en œuvre des activités a été organisée

01 réseau de jeunes leaders contre l'extrémisme violents et la radicalisation dans le Sahel est créé

DEUXIEME PARTIE : FLUX FINANCIERS

I. SITUATION DES FINANCEMENTS AU COURS DE 2019

PROJET	BAILLEUR	RESSOURCES	DEPENSES
Construction de consensus social en faveur de l'élimination du mariage des enfants et de l'excision dans la région du sahel : SUKAKU	UNICEF-BF	283 948 326	255 763 188
Lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation	UNICEF-BF	117 216 272	88 584 976
Résilience et Croissance Économique au Sahel - Résilience Renforcée (<i>Resilience and Economic Growth in the Sahel - Enhanced Resilience _ REGIS-ER</i>) (Composante Santé & Nutrition, WASH)	NCBA/CLUSA (USAID)	111 923 355	91 278 399
Programme intégré pour la prévention des violences à l'égard des enfants et la prise en charge des victimes au Burkina Faso	AIDOS (UE)	3 004 801	2 785 000
Projet Ecole des Maris et des Futurs époux	PADS	197 645 431	202 928 516
Lutte contre les mutilations génitales féminines et promotion de la santé sexuelle et reproductive dans la région de la Boucle du Mouhoun	ADA/PLAN BF	71 388 812	70 160 344
Lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation	UNFPA	56 359 011	55 924 309
TOTAL GENERAL		841 486 008	767 424 732

II. TABLEAU DES REVENUS 2019

EMPLOIS	Montants Réalisé en FCFA	RESSOURCES	Montants Réalisé en FCFA
I. PERSONNEL		I. HONORAIRES	
Personnel technique/encadrement	41 296 114	UNICEF	1 250 000
Personnel d'appui et de soutien	1 861 000	AIDOS	475 000
Primes et indemnités	4 273 655	DJIBOUTI	2 454 413
Sous-total I	47 430 769		
II. IMPÔTS ET TAXES		Sous-total I.	4 179 413
Cotisations sociales	9 299 611	II. OVERHEAD	
Impôts sur les salaires	5 682 245		
Droits d'enregistrement et taxes	1 213 050	REGIS-ER	20 000 000
Sous-total II	16 194 906	EDMF	14 199 544
III. LOYER ET CHARGES LOCATIVES		Sous-total II.	34 199 544
Loyer du bâtiment/magasin	3 864 000		
Eau		III. CONTRIBUTIONS PARTENAIRES	
Électricité	977 249		
Sous-total III	4 841 249	REGIS ER / Personnel support	
		REGIS ER / Loyer	
IV. COMMUNICATION		REGIS ER / Location de véhicule	
		UNFPA / Personnel support	3 500 000
Téléphone, internet, Fax		AIDOS / Personnel support	300 000
Frais postaux	29 500	SUKAKU / Personnel support	19 582 604
Frais de communication	840 000	EDMF / Personnel support	5 754 522

		PLAN Burkina/Personnel support	3 599 760
Sous-total IV	869 500	PLAN Burkina/Personnel support	
		Sous-total III.	32 736 886
V. AUTRES CHARGES		IV.TRESORERIE INITIAL	
Carburant	462 400		
Entretiens et réparations	2 972 893	Banque	48 029 627
Maintenance de matériels		Caisse	89 919
Assurance de matériels	1 985 179		
Fournitures de bureau / consommables informatiques	370 794	Sous-total IV.	48 119 546
Fournitures d'entretien, petits matériels de bureau	658 050		
Frais bancaire	100 501	V.DIVERS	
Transport de plis	45 000		
Frais de réception	129 900	Remboursement de préfinancement	7 622 800
Documentation technique et général	661 040	Reversement reliquat de mission	635 400
Abonnement aux journaux quotidiens	275 000	Utilisation de véhicule	2 247 621
Frais de manutention du site web	172 800	Location de bureau	262 502
Assurance santé	4 656 736	Produits divers	79 500
Dépenses caisse	2 496 198		
Domages et pénalités	3 295 244		
Sous-total V	18 281 735	Sous-total V.	10 847 823
VI. EQUIPEMENTS			
Matériel informatique			
Mobiliers /Matériels de bureau			
Autres frais divers			
Sous-total VI	-		

VII. VOYAGES ET DEPLACEMENT			
Frais de mission	800 195		
Frais de transport local			
Autres frais Divers			
Sous-total VII	800 195		
VIII. INVESTISSEMENT			
Honoraire audit comptable et financier			
Logiciel	1 575 000		
Frais de formation			
Sous-total VIII	1 575 000		
IX PREFINANCEMENTS			
Remboursement de préfinancements reçu + préfinancements	21 794 230		
Reversement prélèvement erroné	3 116 271		
Sous-total IX	24 910 501		
TOTAL CHARGES	114 903 855	TOTAL PRODUITS	130 083 212
TRESORERIE FINALE	15 179 357		
TOTAL GENERAL	130 083 212	TOTAL GENERAL	130 083 212

TROISIÈME PARTIE : CONTRAINTES/DIFFICULTES ET PERSPECTIVIES

Dans l'ensemble, les activités du plan d'action 2019 des projets/programme de Mwangaza Action ont été réalisées conformément aux prévisions. Quelques contraintes ont toutefois été observées tant au plan fonctionnement courant de l'organisation que dans la mise en œuvre de certains projets/programmes.

Les contraintes et difficultés majeures se situent au niveau du non décaissement à temps des ressources pour mettre en œuvre les activités déjà planifiées au niveau des projets/programmes et aussi la question d'insécurité dans certaines zones n'ont pas favoriser la réalisation de certaines activités. Ainsi donc, l'organisation est obligée de faire des préfinancements de certaines activités qui ne peuvent pas être reportées. Ce qui constitue parfois des difficultés dans le fonctionnement courant de l'organisation. Aussi, pour cette année 2019, il y'a la situation sécuritaire difficile dans certaines zones, qui ont ralenti la mise en œuvre de certaines activités.

Pour ce qui concerne les perspectives, l'organisation ambitionne renforcer ses efforts de recherche de financements, tout en diversifiant ses sources de revenus. Ainsi, Mwangaza Action ambitionne conclure des protocoles en cours de négociation :

- Protocole de collaboration avec l'UNICEF Burkina, pour la suite de la mise en œuvre du projet « Construction de consensus social en faveur de l'élimination du mariage d'enfants et de l'excision dans la région du l'Est et dans la Boucle du Mouhoun » ;
- Intervention à base communautaire pour l'amélioration des pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant dans la Région de la Boucle du Mouhoun – Burkina Faso avec FHI360 ;
- Promotion de la répression des violences à l'égard des femmes et des filles dans les districts sanitaires de Pouytenga, Koupéla et Tenkodogo avec l'Agence Belge pour le Développement.

Outre la signature des protocoles en cours de négociation, Mwangaza Action poursuivra également ses activités de marketing institutionnel à travers des rencontres de promotion de l'organisation avec des partenaires techniques et financiers ciblés, des publications de ces activités sur son site Web et sa page Facebook en vue de l'établissement de nouveaux partenariats et du renforcement des partenariats existants.

CONCLUSIONS

Au terme de ce rapport, la synthèse des réalisations présente un bilan positif.

Au niveau des activités, une bonne partie des activités planifiées ont été exécutées et a concerné le domaine Genre/violence faite aux femmes et aux filles, SRAJ/VIH/SIDA, des Droits humains/droits de l'enfant, de la Santé et nutrition et aussi un nouveau domaine qui s'ajoute, le programme d'urgence. La plupart des activités planifiées non exécutées sont dus au problème de décaissement des fonds à temps par les bailleurs.

Des résultats encourageants ont été atteints, mais des efforts peuvent encore être faits. En outre, du fait du caractère communautaire des interventions, la disponibilité des communautés joue sur la réussite. C'est pourquoi la mise à disposition des ressources doit tenir compte du planning des activités qui en réalité tient compte du calendrier des populations locales.

Les difficultés ont été rencontrées mais elles n'ont pas été de nature à freiner la bonne mise en œuvre des activités sur le terrain.

La situation sécuritaire difficile dans certaines zones, amène à développer d'autres approches pour l'atteinte des résultats escomptés.

Les effets des interventions mises en œuvre au cours de 2019, ont essentiellement touchés l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires, le changement positif de comportement des populations.